

Contenus enrichis, navigation adaptée pour les nouveaux usages de lecture  
sur tablettes, smartphones et ordinateurs...

Découvrez la nouvelle version 100% digitale d'Azur Entreprises  
sur [www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)



**ENTREPRISES & COMMERCE**

LE MAGAZINE ÉCONOMIQUE DE LA CÔTE D'AZUR

# 109

APRÈS LES INTEMPÉRIES  
DU 3 OCTOBRE SUR LA CÔTE D'AZUR

# UNE MOBILISATION SANS PRÉCÉDENT EN FAVEUR DES ENTREPRISES SINISTRÉES

P.14 | P.18

une publication de la



CCI NICE CÔTE D'AZUR



PROVENCE  
CÔTE D'AZUR

*la*  
*Banque*  
**CONNECTÉE**  
à  
*Vous*

[www.ca-pca.fr](http://www.ca-pca.fr)

Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Provence Côte d'Azur. Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit. Siège social situé Avenue Paul Arène - Les Négadis - 83300 DRAGUIGNAN. RCS DRAGUIGNAN 415 176 072. Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n° 07 005 753 et consultable sur [www.orias.fr](http://www.orias.fr). - Service Communication Crédit Agricole Provence Côte d'Azur - Photo/Illustration Thinkstockphotos© - 11/15 - IP\_AzurEntreprisesCommerces\_H297xL210





## Sommaire

N° 109 NOV/DEC 2015

### Actus

**Environnement ■ p.4**  
Alerte à la bactérie tueuse sur le 06

**Interview ■ p.6**  
Françoise Conti, présidente du CNN

**Innovation ■ p.8**  
Les grands enjeux du smart Campus

**Industrie ■ p.10**  
Industria 2015 : le numérique, c'est maintenant !

**Focus ■ p.12**  
Uberisation : un groupe de travail

### Dossier

**Mobilisation ■ p.14/17**  
La mobilisation sans précédent pour les entreprises sinistrées lors des intempéries du 3 octobre

### Enjeux

**Focus ■ p.19**  
Regard d'expert sur l'économie de la fonctionnalité

**Transports ■ p.20**  
Le point sur le dossier transports

### La boîte à outils de l'entreprise

**Législation ■ p.22**  
Accessibilité : le point sur vos obligations

**Programme ■ p.23**  
Ardan, un programme pour les TPE et PME

### Portraits d'entrepreneurs

**0 plus belles fleurs ■ p.24**

**Eurofins ■ p.26**

**Artistes & Events ■ p.26**

**Bernard KLEYNHOFF**

Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur



**Dans ce numéro de fin d'année, nous reviendrons sur les intempéries début octobre qui ont détruit plusieurs bassins de vie et bassins économiques des Alpes Maritimes.** Devant l'étendue des dégâts et l'urgence de la situation, nous nous sommes tous mobilisés et avons coordonné toutes les aides : Préfecture, Conseil départemental 06, Conseil régional, Chambre de Métiers et de l'Artisanat, Chambre d'Agriculture et CCI Nice Côte d'Azur. Nous avons mis en place un dossier unique pour simplifier et faciliter les démarches. Dans le dossier vous retrouverez tout ce panel d'aides.

Je profite de cette tribune pour faire appel à votre solidarité et vous encourager à verser ou à donner en faveur de ces entreprises sinistrées. Nous avons ouvert une plateforme de *crowdfunding* pour des dons défiscalisés qui sera opérationnelle jusqu'au 31 décembre 2015. Il vous reste donc quelques jours pour participer à cet élan et aider à reconstruire nos commerces et entreprises durement touchés.

D'autres combats seront aussi à mener dans les semaines à venir, comme la bactérie *Xylella Fastidiosa*, contre laquelle les services de l'Etat et les professionnels se mobilisent pour éviter la contamination de certains végétaux. Egalement au programme de ce numéro, de belles réussites locales comme notre Salon Industria, qui pour sa 14<sup>e</sup> édition a mis l'accent sur la transition numérique et l'Innovation *made in Côte d'Azur* ; et aussi un papier sur les grands enjeux du smart Campus de Nice Sophia Antipolis...

Nous sommes tous concernés par le contexte national difficile de cette fin d'année 2015... Cependant l'optimisme aidant, je tiens à vous souhaiter de bonnes fêtes avec vos proches et espère vous retrouver en pleine forme pour cette nouvelle année 2016.

Un dernier mot pour clore 2015 : « consommez français »...

> retrouvez Bernard Kleynhoff sur le blog @president  
[www.cote-azur.cci.fr/Rubriques-CCI/PRESIDENT](http://www.cote-azur.cci.fr/Rubriques-CCI/PRESIDENT)

En utilisant Satimat Green et CyclusOffset plutôt qu'un papier non recyclé, l'impact environnemental du magazine Azur Entreprises est réduit de :

3 984 kg de matières envoyées en décharge

900 kg de CO<sub>2</sub>

9 004 km parcourus en voiture européenne moyenne

99 568 litres d'eau

12 245 kWh d'énergie

6 472 kg de bois

Sources : L'évaluation de l'empreinte carbone est réalisée par Labella Conseil conformément à la méthodologie Bilan Carbone®. Les calculs sont issus d'une comparaison entre le papier recyclé considéré et un papier à fibres vierges selon les dernières données disponibles du European BREF (pour le papier à fibres vierges). Les résultats obtenus sont issus d'informations techniques et sont sujet à modification.



Le magazine est imprimé sur un papier recyclé fabriqué en France, issu du tri sélectif pratiqué dans l'hexagone.



CCINICE CÔTE D'AZUR

suivez-nous sur



**Editeur**  
Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur - 20, boulevard Carabacel BP 1259 - 06005 NICE CEDEX 1

**Directeur de la publication**  
Bernard KLEYNHOFF, Président

**Directeur du comité de rédaction**  
Jean-Pierre SAVARINO, Vice-président

**Rédacteur en chef**  
Christian PROUD-DIAZ, Responsable pôle éditorial  
[christian.prouddiaz@cote-azur.cci.fr](mailto:christian.prouddiaz@cote-azur.cci.fr)

**Conception-Rédaction-Réalisation**  
Service Editions - Direction de la Communication - Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur  
Tél. : 04 93 13 73 93 - Fax : 04 93 13 73 24  
E-mail : [azur.entreprises@cote-azur.cci.fr](mailto:azur.entreprises@cote-azur.cci.fr)

**Impression :** Trulli (Vence, 06)

**Tiré à 55 000 exemplaires**

**Dépôt légal à parution / ISSN 1296 - 3755**  
La reproduction, même partielle, de tout matériel publié dans ce magazine est interdite (loi du 11/03/57)



Flashez ce code et accédez directement à l'ensemble des apps pour smartphone de la CCI Nice Côte d'Azur

Régie publicitaire contactez Michèle Dabbène au 04 93 13 73 93 ou par mail : [michele.dabbene@cote-azur.cci.fr](mailto:michele.dabbene@cote-azur.cci.fr)

■ **ENVIRONNEMENT.** LA XYLELLA FASTIDIOSA EST DÉSORMAIS PRÉSENTE DANS LA REGION PACA AVEC UNE DIZAINE DE FOYERS CIRCULATION DES VEGETAUX INTERDITS DANS LA ZONE DELIMITEE ENTRAINENT UN EFFET DIRECT SUR L'ACTIVITÉ DES PROFESS

# ALERTE À LA BACTÉRIE EN PACA : PLUSIEURS CAS

En octobre, un arbuste situé sur le territoire de la commune de Nice a été détecté comme porteur de la bactérie *Xylella Fastidiosa*, pour lequel les services de l'Etat mettent en œuvre les mesures prévues : identification, désinsectisation, arrachage et élimination. La bactérie représente un danger classé en première catégorie au titre de l'arrêté ministériel du 15/12/2014. Les analyses menées ont révélé la présence de cinq autres végétaux contaminés à proximité de ce premier site. Un deuxième foyer a été rapidement découvert à Mandelieu-la-Napoule, pour lequel la zone "tampon" affecte aussi plusieurs communes du département du Var. A aujourd'hui, près d'une dizaine de foyers sont identifiés sur le département, touchant 15 espèces-hôtes. Dans ce nouveau contexte, le Préfet de Région a arrêté le 5 novembre 2015 les mesures de lutte applicables contre la bactérie *Xylella fastidiosa* pour limiter la dissémination de cette bactérie, en définissant une zone délimitée autour des végétaux infectés. Cette zone comprend une zone dite infectés-arrachés, et une zone tampon. Ainsi, le 23 octobre dernier, une opération d'arrachage de plants a été menée à Nice Saint Isidore, une zone d'activité où se trouvent plusieurs pépiniéristes et jardinerie.

**Des mesures qui touchent l'activité de nombreux professionnels azuréens** (voir encadré



ci-contre). Les restrictions risquent en effet d'avoir un impact économique pour les entreprises d'horticulture et du paysage et de mettre en péril l'emploi dans ce secteur. Ces filières se trouvant au cœur de l'activité économique et agricole, il faut un juste équilibre entre la nécessité primordiale d'éviter la prolifération de la bactérie pour protéger le patrimoine environnemental et la sauvegarde de l'activité économique des entreprises azuréennes.

C'est pourquoi la CCI Nice Côte d'Azur a engagé une action concertée avec les autres ac-

teurs économiques dont la Chambre de Métiers et naturellement, la Chambre d'Agriculture. Objectif : d'abord, inviter les entreprises à participer aux réunions d'information sur les caractéristiques de la bactérie et sur les textes réglementaires. Celles-ci seront organisées les 9 et 17 décembre prochains au Centre Recherches Economiques Actions Techniques (CREAT) à la Gaude. Seront également expliquées lors de ces réunions les modalités de dérogation à l'interdiction de circulation des végétaux sensibles dans la zone délimitée proposée par la Direction ré-

■ **TALENTS.** PROMOUVOIR L'EXCELLENCE DU COMMERCE EN FRANCE : C'EST L'OBJECTIF DES MERCURE D'OR ET DU PANONCEAU

## COMMERCE : DES CANDIDATS AZURÉENS MOTIVÉS AU CHALLENGE DU COM

Cette année, la CCI - qui détecte et accompagne chaque année les talents *made in Côte d'Azur* volontaires pour décrocher les prestigieux Mercure d'Or et Panonceau d'Or - soutient la candidature d'un commerçant et d'une union commerciale. La boutique mentonnaise *Au pays du citron*, ou Sonia et Fabrice Puech transforment le fameux citron de Menton en créations gourmandes à partir de recettes ancestrales, défendra les couleurs de la Côte d'Azur aux côtés de la Fédération des Associations de Commerçants et Artisans de Cagnes-sur-Mer, qui regroupe 8 associations sur les différents pôles commerciaux du périmètre cagnois.

Ce concours annuel a été créé en 1974 par l'Assemblée des Chambres Françaises de

Commerce et d'Industrie et le Ministère des PME, du Commerce, de l'Artisanat et des Professions libérales. Organisé en partenariat avec les Banques Populaires, le challenge est une occasion exceptionnelle pour le réseau des CCI de France de mettre en valeur l'activité des commerçants et prestataires de services, et des unions commerciales, en récompensant ceux d'entre eux qui excellent par leur dynamisme, la réalisation de performances supérieures à la moyenne, leur capacité d'innovation, leur qualité de management, leur participation à la formation de jeunes, leur capacité à créer des emplois... En clair, leur contribution à l'économie, mais aussi à l'animation et à la vie de leur rue, de leur quartier ou de leur ville. Un jury national composé d'une vingtaine de personnalités de

compétence reconnue dans le domaine du commerce et de la distribution, décerne deux prix distincts aux commerçants et unions commerciales lauréats.

**Le premier, le prix « Mercure d'Or » récompense les performances individuelles** des entreprises commerciales et de services dans sept catégories. Parmi ses lauréats, le chocolatier niçois Christophe Canet témoigne : « *Quelle fierté de le recevoir! Il récompense une équipe, des orientations choisies, un travail assidu tant en qualité qu'en innovation et ceci depuis maintenant 10 ans. Il est aussi un hommage aux 3 générations de pâtisseries qui nous ont précédés et qui nous ont construits pour façonner ce que nous sommes aujourd'hui. Il n'est cependant pas un aboutissement mais*



IDENTIFIÉS DANS LE 06 : LA VENTE ET LA  
PRODUCTION D'AZURÉENS.

## DANS LE 06

### 971 PROFESSIONNELS AZURÉENS CONCERNÉS

La CCI Nice Côte d'Azur a comptabilisé les professionnels du département impactés par la situation :

Services d'aménagement paysager :  
**593 entreprises**

Commerce de gros (interentreprises) de  
fleurs et plantes : **39 entreprises**

Commerce de détail de fleurs, plantes,  
graines, engrais, animaux : **325 entreprises**

Reproduction de plantes : **14 entreprises**

gionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et  
de la Forêt de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
(DRAAF). ■

**En savoir + 0 800 422 222**

Seul le site internet de la DRAAF  
<http://draaf.paca.agriculture.gouv.fr/> est la  
référence pour consulter la liste officielle et  
actualisée des espèces hôtes, la cartographie  
des foyers et des zones concernées par les  
mesures de luttes

D'OR.

## MERCE ET DES SERVICES

*plutôt une grande étape et nous nous attelons  
à "honorer" ce titre, tous les jours, en mainte-  
nant cette ligne directrice, la plus droite possi-  
ble, cette ligne que nous avons engagée dans la  
qualité, l'exigence et la persévérance. Merci à  
la CCI Nice Côte d'Azur d'avoir cru en nous et  
de nous avoir permis de vivre cette belle expé-  
rience en 2013, qui restera un des moments les  
plus importants de notre vie professionnelle».*  
Le second est le « Panonceau d'Or », qui lui  
récompense les performances collectives  
des unions commerciales ayant au minimum  
3 ans d'existence. ■

**En savoir +** [www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)  
et sur le site national des CCI : [www.cci.fr](http://www.cci.fr)

■ **TALENTS.** EXIGEANT, LE TITRE DE MAÎTRE RESTAURATEUR  
DISTINGUE LES MEILLEURS DE LA PROFESSION.

## MAÎTRES RESTAURATEURS: NOUVELLES PLAQUES POUR LE 06



Trois des nouveaux Maîtres Restaurateurs azuréens qui ont reçu leur plaque au cours des derniers mois : la Brasserie du Cours, la Roquebrunoise et l'Oursin bleu.

Seul titre délivré par l'Etat, la qualité de Maître restaurateur valide l'engagement du candidat à répondre à 3 grandes familles de critères : produits de la table et composition de la carte, service à table et information du client, aménagements et présentation. Un titre pour lequel la CCI s'est engagée aux côtés des professionnels, en collaboration avec l'Association Française des Maîtres Restaurateurs (AFMR), créée en 2010. La CCI a en effet accompagné de nombreux restaurateurs pour l'obtention du titre et édité dès 2013 un guide (également disponible en ligne sur son site) répertoriant les établissements dans le 06 dont le dirigeant a été reconnu Maître Restaurateur. Au cours des derniers mois, la plaque a ainsi été remise à Frédéric Cabrol, dirigeant du restaurant *La Roquebrunoise* à l'entrée du vieux village médiéval de Roquebrune-Cap-Martin : la reconnaissance d'une cuisine traditionnelle française faite de produits frais, réalisée par le chef de cuisine Anna Opyrchal. Patrick Beltrando, qui dirige avec son épouse Magali *La Brasserie du Cours* à Cagnes-sur-Mer, dont la cuisine dirigée par Alain Zapparoli fait la part belle aux accents méridionaux et aux plats de tradition française, est également devenu Maître Restaurateur. La consécration d'un beau

parcours, passé par le célèbre *Claridge* à Cannes, que les deux époux ont dirigé jusqu'en 2012, avant d'ouvrir leur brasserie cagnoise. C'est également le cas de Jérôme Deloncle, dirigeant et chef cuisinier passionné de *l'Oursin bleu* à Villefranche-sur-mer, une adresse connue pour la qualité de sa cuisine contemporaine.

La délégation départementale 06 de l'Association Française des Maîtres Restaurateurs, présidée par Théo Mansi et lancée en janvier 2015, rassemble désormais les 93 Maîtres Restaurateurs azuréens. Les Alpes-Maritimes sont dans le top 5 national et le 1er département de la région PACA en nombre de Maîtres Restaurateurs. ■

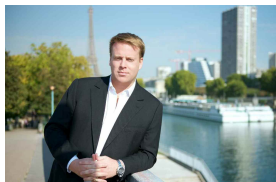
**En savoir +** [www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)  
[www.maitresrestaurateurs.com](http://www.maitresrestaurateurs.com)  
[maitresrestaurateurs06.wordpress.com](http://maitresrestaurateurs06.wordpress.com)

La Roquebrunoise - 12 Avenue Raymond Poincaré - 06190 Roquebrune-Cap-Martin  
[www.laroquebrunoise.com](http://www.laroquebrunoise.com)

La Brasserie du Cours - 3, Cours du 11 Novembre - 0600 Cagnes sur Mer  
L'Oursin bleu - 11 Quai de l'Amiral Courbet, 06230 Villefranche-sur-Mer  
[www.restaurant-oursin-bleu.com](http://www.restaurant-oursin-bleu.com)

**A suivre !**

■ **Christophe Courtin lance un nouveau fonds de venture capital**



Après avoir fondé plusieurs entreprises dont l'une des plus belles success stories françaises et azuréennes de ces dix dernières années, le Groupe Santiane (basé à Nice, 50 M€ de C.A et 350 collaborateurs), leader du conseil en assurance santé en France, qu'il a cédé le 11 septembre dernier à BlackFin Capital Partners, Christophe Courtin lance à 36 ans une société de venture capital. Courtin Investment a pour objectif d'aider les entrepreneurs dans le développement de leur société en investissant à leur côté et en les conseillant si besoin dans la conduite périlleuse de leur entreprise. Le fond cible des projets à fort potentiel, en forte croissance, sans contrainte de secteur, mais dont au moins 50 % du chiffre d'affaires se réalise sur le net ou sur mobile.



■ **Philippe Ravix, directeur délégué de la French Tech Côte d'Azur**

Il a participé dès l'origine à l'aventure French Tech : Philippe Ravix (StarTTechs) dirige désormais une équipe opérationnelle en charge de la mise en œuvre du plan d'actions décrit dans le dossier de labellisation. On y retrouve les entrepreneurs de l'économie numérique azurienne qui avaient réussi en 2014 la mobilisation de l'écosystème pour une French Tech Côte d'Azur. Cette structuration découle de la mise en place de la gouvernance stratégique décidée en octobre.

■ **ASSOCIATION** LA PRÉSIDENTE DU CLUB NAUTIQUE DE NICE VEUT DÉVELOPPER UNE NOUVELLE RELATION AVEC LES ENTREPRISES LOCALES.

## FRANÇOISE CONTI : NOTRE CLUB OFFRE DE BELLES OPPORTUNITÉS !

Rédaction



**Véritable institution**, le Club Nautique de Nice, créé en 1883, compte aujourd'hui 700 sociétaires et développe ses activités dans trois domaines : l'aviron, le motonautisme et la voile. Depuis ses installations historiques à l'entrée du port de Nice, c'est aussi un club qui brille sur le plan sportif, avec des champions de France d'Europe et du monde dans plusieurs disciplines et en 2015, un vice-champion du monde, ou encore l'une de ses jeunes membres sélectionnée pour les prochains jeux olympiques de Rio.

Présidé depuis près d'un an par Françoise Conti, le CNN entend désormais créer une

nouvelle relation avec les entreprises azuréennes « *Le club a su évoluer tout en sachant valoriser son beau patrimoine, souligne la présidente. Aujourd'hui nous organisons près de 37000 sorties par an et de grands rendez-vous internationaux ou régionaux comme la régates de Noël, nous sommes un centre de loisirs important et 100% tourné vers la mer, un tiers de nos membres sont des femmes, le CNN gagne des médailles en compétition de haut niveau et possède une vraie vie de club... Sans oublier une situation exceptionnelle, avec un club-house à la vue imprenable et une table excellente, pour accueillir les événements de nos futurs partenaires!* ». Pour faire face aux coûts du renouvellement de sa flotte, mais aussi à l'entretien de son site, le CNN propose donc aux entreprises - avec des offres accessibles pour les TPE et PME - de devenir partenaire et de pouvoir ainsi associer leur nom à celui du club, ou à l'un de ses événements sportifs. « *Mais aussi de pouvoir s'appuyer sur le CNN pour des opérations d'incentive originales comme pour un séminaire en ambiance maritime, ou des challenges de voile ou d'aviron intra-entreprise...* ». Parmi les entreprises qui sont déjà devenues partenaires, le CNN compte l'enseigne azurienne de Decathlon. Et il entend bien allonger dans les mois à venir la liste des membres de son club des partenaires. ■

**En savoir +** [www.cnnice.fr](http://www.cnnice.fr)



Contenus enrichis, navigation adaptée pour les nouveaux usages de lecture sur tablettes, smartphones et ordinateurs...

**Découvrez la nouvelle version 100% digitale d'Azur Entreprises, le magazine économique de la Côte d'Azur.**



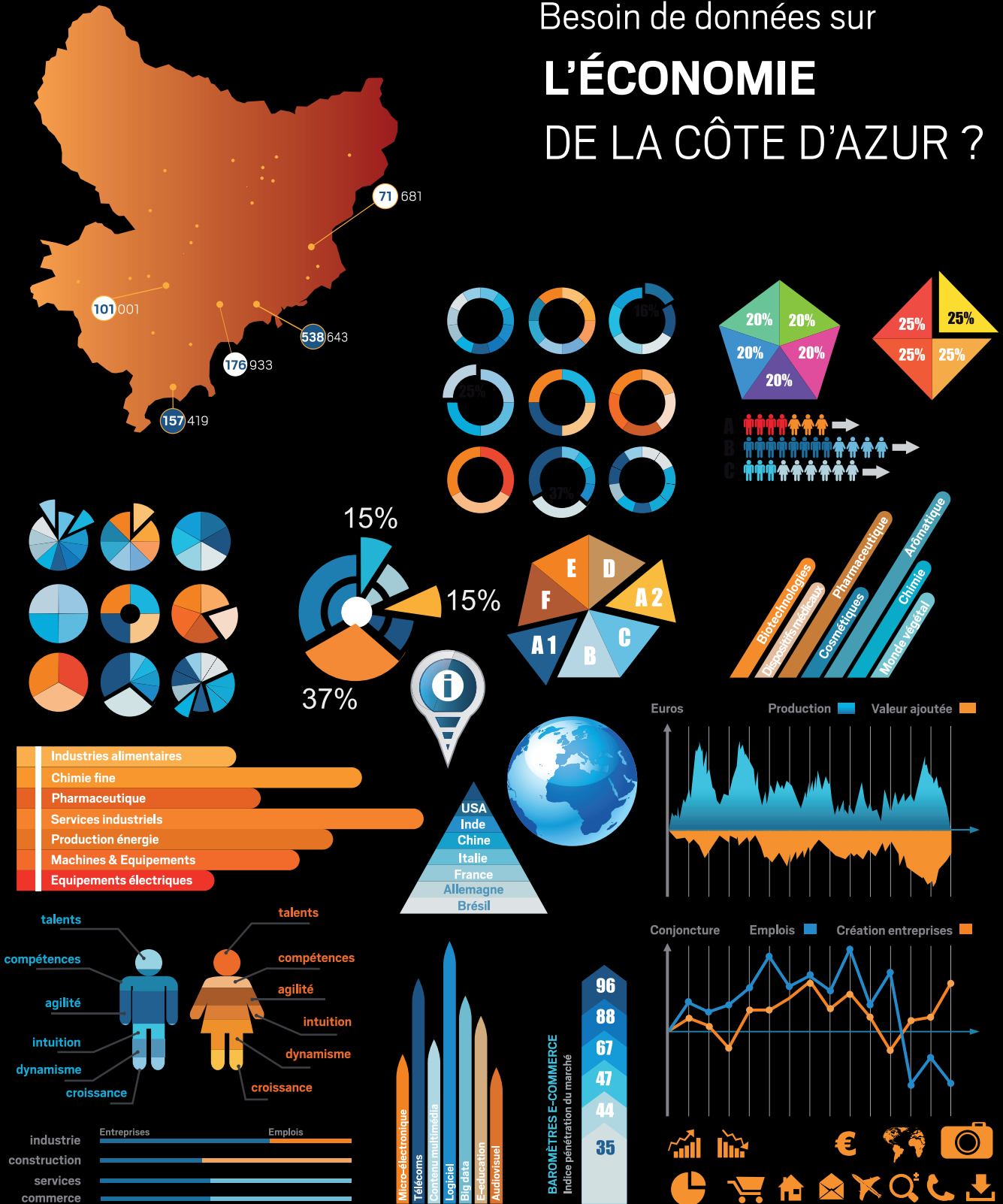
une publication

FAIRE AVANCER TOUTES LES ENVIES D'ENTREPRENDRE

**CCNICE CÔTE D'AZUR**



# Besoin de données sur **L'ÉCONOMIE** DE LA CÔTE D'AZUR ?



Avec « Economie06 », développez vos affaires, pilotez votre croissance !

**Économie 06 est un service en ligne de la CCI**, il fournit les données économiques principales du territoire azuréen, les études économiques, les annuaires d'entreprises et des tableaux de bord. Pour mener une veille stratégique, étudier votre marché afin de mieux maîtriser votre environnement business et pour vous permettre de piloter le développement de votre entreprise.

**plus sur** [cote-azur.cci.fr/economie06](http://cote-azur.cci.fr/economie06)

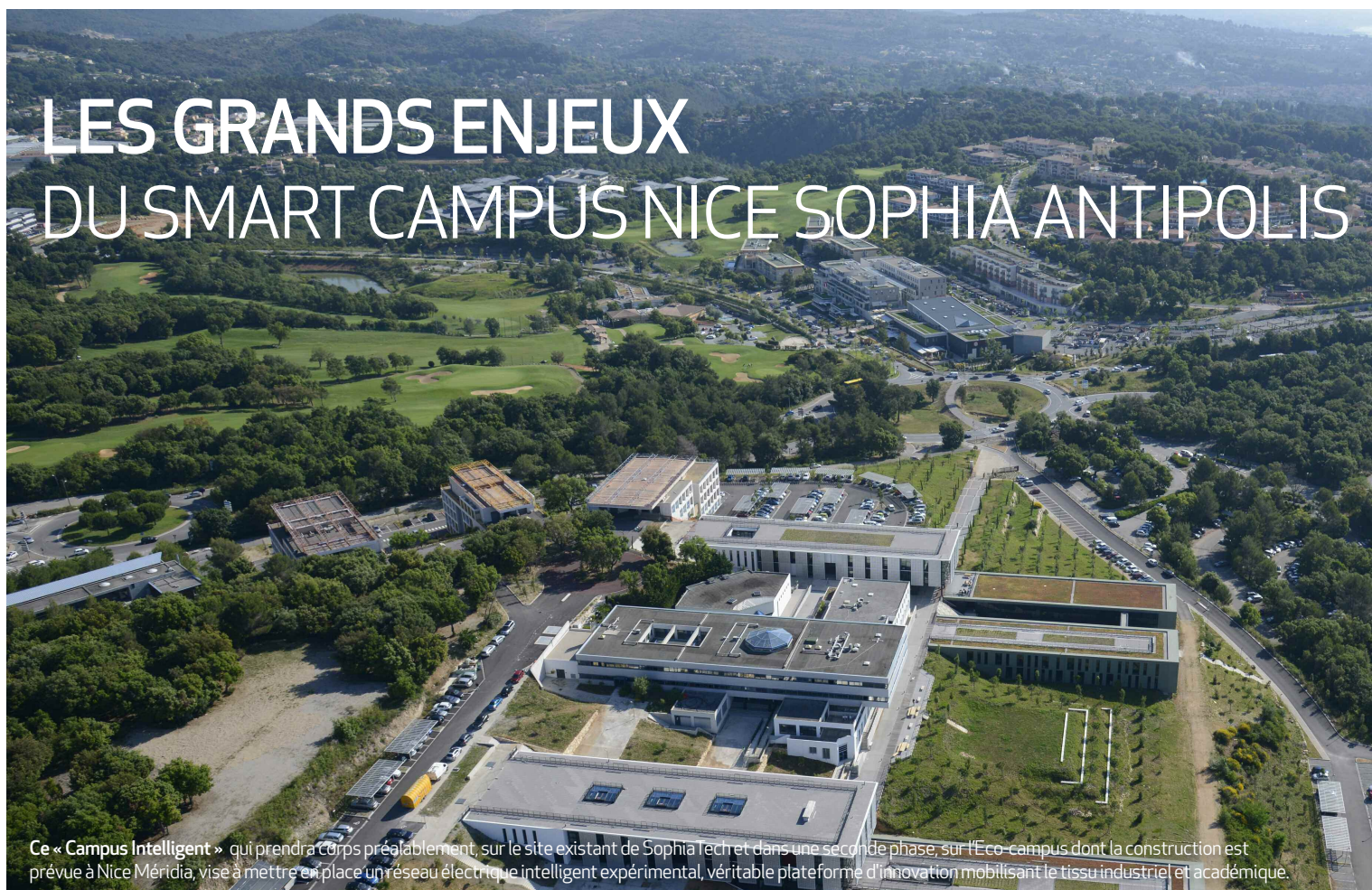
## ÉCONOMIE06

SYSTÈME D'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE ET TERRITORIALE

un service



# LES GRANDS ENJEUX DU SMART CAMPUS NICE SOPHIA ANTIPOLIS



Ce « Campus Intelligent » qui prendra corps préalablement, sur le site existant de SophiaTech et dans une seconde phase, sur l'Eco-campus dont la construction est prévue à Nice Méridia, vise à mettre en place un réseau électrique intelligent expérimental, véritable plateforme d'innovation mobilisant le tissu industriel et académique.

## LE CLUB SMART GRIDS CÔTE D'AZUR POUR RASSEMBLER LES PROFESSIONNELS

Ce n'est pas un hasard si le campus azuréen a été retenu pour le projet de "Smart Campus". En quelques années, la Côte d'Azur s'est placée en pointe sur les smart grids. En témoignent les gros projets de démonstrateurs en cours sur les Alpes-Maritimes avec Nice Grid et son show-room de Carros, avec Reflexe ou Infinidrive, projets qui se chiffrent en dizaines de millions d'euros. Cette filière naissante, la CCI Nice Côte d'Azur l'a accompagnée et a cherché à la structurer en rassemblant les professionnels.

C'est l'objectif du Club Smart Grid Côte d'Azur. Né lors du salon Industria 2014, il a présenté ses dernières avancées récemment à Industria 2015. "Nous rassemblons tous les acteurs de la filière, à la fois les grands groupes, les PME, les start-ups, mais aussi les institutions et les écoles. Nous comptons une centaine de membres. Ils couvrent de l'amont à l'aval de la demande, c'est-à-dire de la production jusqu'aux consommateurs", explique Fabienne Gastaud, présidente du club. "En premier lieu, nous avons porté l'effort

sur le développement d'outils pour les prescripteurs. Ils doivent pouvoir intégrer les smart grids dans les cahiers des charges afin que les promoteurs, architectes et sociétés du BPT les prennent en compte dans la construction d'un bâtiment. Mais nous avons également voulu montrer que l'existant est concerné. Sur Industria, nous avons d'ailleurs insisté sur les smart grids, vus en tant qu'outils de performance pour les entreprises industrielles. Au cœur de la transition énergétique, ils doivent être considérés comme la clef de voûte pour l'intégration massive des énergies renouvelables, la gestion optimisée de l'énergie, l'introduction de nouveaux services tels que le pilotage et le suivi contractuel des consommations..." A noter que le Club est porté par la CCI et la participation des acteurs est gratuite. Les commissions se réunissent tous les 1 à 3 mois environ, en fonction de la charge de travail et des objectifs fixés.

Pour participer, merci de contacter [jean-christophe.clement@cote-azur.cci.fr](mailto:jean-christophe.clement@cote-azur.cci.fr)

Après la labellisation French Tech en juin dernier, c'est un autre succès que le high tech azuréen a remporté en juillet : son projet de "Smart Campus Nice Sophia Antipolis" a été labellisé au titre de l'appel à manifestation d'intérêt pour la "Mise en place sur des campus universitaires d'un réseau électrique intelligent expérimental". Il a été retenu avec ceux de trois autres campus français : Lille, Paris-Saclay et Chambéry-Grenoble. Déposé en mars dernier dans le cadre de l'opération Nouvelle France Industrielle, le dossier de candidature azuréen était porté par l'Université Côte d'Azur\* avec Mines ParisTech, ERDF, Alstom et l'aide du pôle de compétitivité Capenergies.

Une chance pour le territoire. Associant les mondes académiques et industriels ainsi que la recherche et les collectivités territoriales et locales, ce projet est une chance pour le territoire. A plus d'un titre. D'abord, il permet de mettre en œuvre des technologies expérimentales de réseau électrique intelligent (REI pour la France et "smart grids" en anglais). Cela concerne dans un premier temps le campus SophiaTech dans la technopole et, dans un deuxième temps, l'Eco-campus prévu à Nice Méridia.



POSSÈDE DÉSORMAIS UN CAMPUS DÉDIÉ À CE DOMAINE D'AVENIR. FOCUS.



**Gilles Jacquemod** et son Trophée de la Recherche Publique Energie-Environnement-Climat : par ses recherches, ce professeur de Polytech Nice Sophia a apporté la "brique de base" au projet de Smart Campus.

électrique par type et usage des six bâtiments (une surface totale de 15.000 m<sup>2</sup>). Ce boîtier a été réalisé par la start-up azurienne Qualiteo qui a reçu pour cela le grand prix développement durable de BFM TV. Quant à la technologie utilisée, elle s'est appuyée sur des recherches du laboratoire Electronique pour Objets Connectés de l'Université Nice Sophia Antipolis avec le projet CoCoE (Contrôle de la Consommation Electrique dans les bâtiments). Mené par Gilles Jacquemod, professeur à l'Ecole Polytech' Nice Sophia, ce travail a été couronné par le trophée de la recherche publique Energie-Environnement-Climat.

**Parmi les autres projets qui seront engagés** figurent une étude comportementale des étudiants (Skema Business School et Campus SophiaTech), des mesures de capteurs utilisant des puces sans fil, un volet cybersécurité avec la sécurisation des données circulant sur les réseaux, ou encore la production et le stockage décentralisé avec utilisation de batteries classiques ou innovantes. En liaison avec les compétences des laboratoires de la technopole, les recherches porteront également sur les capteurs, sur la gestion prévisionnelle des réseaux, en temps réel ou en fonction de données anticipées, via de nouveaux outils algorithmiques. Un dixième projet serait celui de la gestion de la plateforme du méta-campus pour lequel la Côte d'Azur s'est positionnée et semble bien placée. Ce seront là autant d'occasions d'explorer toutes les potentialités des smart grids. Mais au-delà, le Smart Campus Nice Sophia Antipolis vise à sensibiliser les étudiants azuréens à la création de start-ups sur ces créneaux, à susciter l'ouverture de nouvelles formations

Ensuite, parce que les quatre sites retenus vont constituer un "méta campus", avec une plateforme de gestion de données qui regroupera toutes les informations et enseignements obtenus. Enfin, le projet a pour objectif général de développer toute la filière "smart grids", les campus labellisés devenant la vitrine internationale du savoir-faire français en ce domaine. Un objectif qui colle parfaitement aux ambitions de la Côte d'Azur, déjà en pole position sur ce créneau.

**Ce qu'apportera le campus?** *"Le projet retenu porte plus particulièrement sur tout ce qui touche à la sociologie du comportement, à l'échange de données, la cybersécurité, l'auto-production/auto-consommation et les bâtiments intelligents", précise François Contal, responsable de Capénergies à Nice. Les quatre campus sélectionnés joueront ainsi sur des compétences très complémentaires : Lille travaillera sur le réseau RTE (la haute et très haute tension), Chambéry-Grenoble sur l'électro-technologie et Paris-Saclay sur la gestion multi-énergie."* Plus en détail, avec le Campus SophiaTech seront lancés une dizaine de projets. Le premier d'entre eux, déjà opérationnel, a fait le buzz : c'est l'unique petit boîtier magique qui permet de connaître en temps réel la consommation

## **FLEXGRID : LE GRAND PROJET PACA DE DÉPLOIEMENT SMART GRIDS**

La région PACA, est candidate à un autre grand projet national Smart Grids : Flexgrid. Suite à un appel d'offres lancé en mai dernier par le gouvernement pour identifier un territoire prêt à développer des réseaux électriques intelligents (REI) à grande échelle, la région a déposé sa candidature le 17 juillet dernier. La réponse est attendue en fin d'année ou en début d'année prochaine et, seule indication obtenue, la PACA se trouve dans une présélection de 3 avec la possibilité de 2 lauréats.

La candidature est portée par la Région avec des collectivités comme la Métropole NCA et un premier cercle de grandes entreprises (EDF, CEA, Orange, ST...), englobant la CDC (Caisse des dépôts et consignations) et deux Pôles de compétitivité (SCS et Capénergies qui est la cheville ouvrière du projet). Ne serait-ce que financièrement, le dossier est imposant : suivant le chiffrage global, 150 M€ qui seraient répartis par tiers entre entreprises, financements régionaux et nationaux.

"C'est un projet sur quatre ou cinq ans qui fait partie des 34 Plans industriels décidés par la France", précise Bernard Mahiou, directeur de Capénergies. "En termes de démonstrations, la France est le premier pays d'Europe pour les smart grids (500 démonstrateurs déployés en R&D). Aussi, il est temps de passer au déploiement à grande échelle et d'ouvrir à l'international une vitrine de l'offre française en matière de smart grids". Si la candidature PACA est retenue, ce serait, avec le "Smart Campus Nice Sophia Antipolis", sa seconde vitrine à l'export pour les Réseaux Electriques Intelligents du futur.

ou encore à favoriser l'implantation d'entreprises cherchant à se développer dans cette filière en pleine émergence. Une filière, qui selon les estimations, devrait générer plus de 25 000 emplois directs et 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France en 2020. ■

**En savoir +** [www.cote-azur.cci.fr/campus.sophiatech.fr](http://www.cote-azur.cci.fr/campus.sophiatech.fr)

\* L'université Côte d'Azur fédère des entités publiques et privées d'enseignement supérieur et de recherche à forte notoriété et visibilité internationale présentes sur le territoire de la Côte d'Azur. Elle est composée de l'Université Nice Sophia Antipolis, le CNRS, l'INRIA, l'Observatoire de la Côte d'Azur, le CHU de Nice, EDHEC et SKEMA et un regroupement en collège de six écoles d'Art à rayonnement international



■ **INDUSTRIE.** LE GRAND RENDEZ-VOUS AZURÉEN DU SAVOIR-FAIRE INDUSTRIEL S'EST DÉROULÉ LES 18 ET 19 NOVEMBRE À CAGNES ET DE SES INNOVATIONS, COMME EN ATTESTE LA FORTE PRÉSENCE DE START UPS SUR L'ÉVÉNEMENT.

# INDUSTRIA 2015 : LE MONDE NUMÉRIQUE, C'EST

N. Hufschmitt / Rédaction



Le ton d'Industria 2015, édition dédiée à la transition numérique et à l'usine 4.0, a été donné d'entrée le 18 novembre, la veille du salon : "Le monde numérique, c'est vous et c'est maintenant!" Devant près de deux cents dirigeants d'entreprise réunis pour la conférence d'ouverture, Jean-Pierre Corniou, Président du comité de pilotage du programme "Transition numérique" du Ministère en charge de l'économie numérique, a rappelé les grandes étapes de l'aventure humaine, et expliqué comment nous en arrivons aujourd'hui à changer carrément de civilisation: *"Le 21<sup>e</sup> siècle sera complètement numérique et urbain, avec des poussées technologiques continues. Ce monde sera celui du temps réel, des contraintes sur l'énergie et les ressources, de la rareté de l'espace, de la puissance énorme des systèmes de communication. Nous sommes entrés dans une logique exponentielle d'innovation avec un Internet des Objets qui sera la grande affaire de ce début du siècle."*

**Mobilité, modèle collaboratif qui se généralise,** captation de l'intelligence collective, économie du partage, de la fonctionnalité, de la connaissance... : pour Jean-Pierre Corniou, ce sont là autant de changements qui amènent à des bouleversements structurels avec, entre autres, la fin d'un système hiérarchique et l'avènement d'un fonctionnement en "réseau neuronal". Des changements que les chefs d'entreprise doivent absolument prendre en compte pour gagner et atteindre ces terres nouvelles.

Illustration de ce discours, le lendemain à Industria. A travers près de 140 stands (un nombre record) répartis dans le grand hall de l'hippodrome de Cagnes sur mer, qui ont accueilli les 1500 participants de cette édition 2015, se réalise la grande alliance du numérique azuréen et de son industrie. Certes, ce n'est pas la première fois que le monde de Sophia Antipolis, se glisse dans celui d'une industrie plus «productive». Mais avec Telecom Valley, ses entreprises et son FabLab, avec les start-up de la Métropole, celles de la French Tech Côte d'Azur, avec le pavillon du Pôle de compétitivité Pégase (espace et aéronautique), rarement le "high tech", n'aura été aussi présent. Pour l'industrie azuréenne, ce sont autant d'appuis pour une transition numérique rapide. Mais également la clé pour réussir cette montée en gamme à laquelle travaille l'APPIM, présidée par Daniel Sfecci.

**Sur les stands, l'innovation made in Côte d'Azur s'expose au grand jour.** Jouant pleinement son rôle de vitrine du savoir-faire industriel, le salon est aussi un espace privilégié pour développer le business des PMI locales. Tout particulièrement dans le cadre de la convention d'affaires Industria, organisée en partenariat avec le réseau Entreprise Europe Network (EEN) et qui a permis aux entreprises participantes d'effectuer 90 rendez-vous d'affaires en face-à-face avec des entreprises régionales, nationales et européennes.

Parmi les participants à Industria 2015, Christian Ghio, Pdg d'AG3I, société grasse de maintenance membre de l'APPIM\* qui a été introduite en bourse en fin d'année dernière. Comme beaucoup d'industriels azuréens, c'est un fidèle du salon. Il confirme : *"Chaque salon a été générateur d'affaires, tandis que notre stand nous donne de la visibilité et nous permet de présenter nos nouvelles activités comme l'offre globale pour la gestion de parking que nous avons développée. Mais c'est aussi pour nous l'occasion de rencontrer des clients et des confrères que l'on n'a pas toujours le temps de voir en dehors."*

Sur le pavillon de la Métropole Nice Côte d'Azur, Marc de Gibon, fondateur de la start-up Cuddl'cup, vient, lui, pour la première fois. Il fait partie de la vague des start-ups du numérique qui a déferlé cette année à Industria. Il a lancé un dispositif de gestion connecté multiplateforme, complet et opérationnel à destination des consommateurs et gestionnaire de restaurants et d'hôtels. Exemple à l'appui avec cette table "écran tactile" devant laquelle il parle. *"Le salon me permet de bien saisir les synergies que l'on peut trouver entre les sociétés numériques et les entreprises industrielles. J'ai découvert des partenaires potentiels sur la partie technique et logicielle. De plus, l'hippodrome fait partie de mes prospects."*

Pour Olivier Béchu, directeur général de Valénergies, membre actif de l'APPIM et du club smart grids, *"le salon est un lieu où on arrive à se voir. Pour beaucoup de ceux que l'on*



# ST MAINTENANT !



A gauche, Jean Demartini et sa serre agricole connectée sur le stand SoFab. Ci-dessous, les intervenants de la conférence : Michel Gschwind (Areco et French Tech Côte d'Azur), Jean-Pierre Corniou (Programme Transition Numérique), Daniel Sfecci (APPIM) et Pascal Flamand (Telecom Valley).



« Le salon est un lieu où on arrive à se voir. Pour beaucoup de ceux que l'on rencontre, c'est notre rendez-vous annuel. »

Olivier Béchu  
Directeur général de Valennergies



rencontre, c'est notre rendez-vous annuel. D'autre part, les visiteurs comme les exposants, représentent des entreprises du territoire qui consomment de l'énergie. Ce qui nous permet de découvrir des prospects potentiels ou des partenaires et montrer ce que l'on fait, ce que l'on devient, aux entreprises du territoire."

Sur le stand de SoFab, le FabLab\*\* que Telecom Valley a transporté sur le salon, Jean Demartini illustre bien ce que peut donner l'alliance entre le numérique et le mécanique : une version industrielle des objets connectés. La maquette de serre agricole qu'il a réalisée avec des membres de SoFab, montre comment, avec peu de moyens, il est possible d'automatiser une serre. "Avec des capteurs et des actionneurs, ainsi qu'une partie logicielle développée en open source, notre système permet de surveiller et de piloter à partir d'un smartphone la ventilation, la brumisation, l'ouverture des volets de verre, le chauffage. Pour passer à l'échelle supérieure, il suffit de dimensionner les capteurs et bien sûr les actionneurs. Ce que nous présentons aujourd'hui est aussi une version industrielle des objets connectés". ■

**En savoir +** [www.forum-industria.com](http://www.forum-industria.com)  
et visionnez le reportage vidéo consacré à Industria 2015 sur la CCI TV : [ccitv.cote-azur.cci.fr](http://ccitv.cote-azur.cci.fr)

\* Association des Partenaires pour la Promotion de l'Industrie Méditerranéenne

\*\* Atelier de fabrication numérique ouvert au public et aux entreprises



le comité d'organisation du nouvel eSAME qui rassemble industriels, acteurs des mondes économique et académique et de la recherche.

## MICROÉLECTRONIQUE : AVEC ESAME, "SILICIUM" ET LOGICIEL EMBARQUÉ SONT DÉSORMAIS ASSOCIÉS

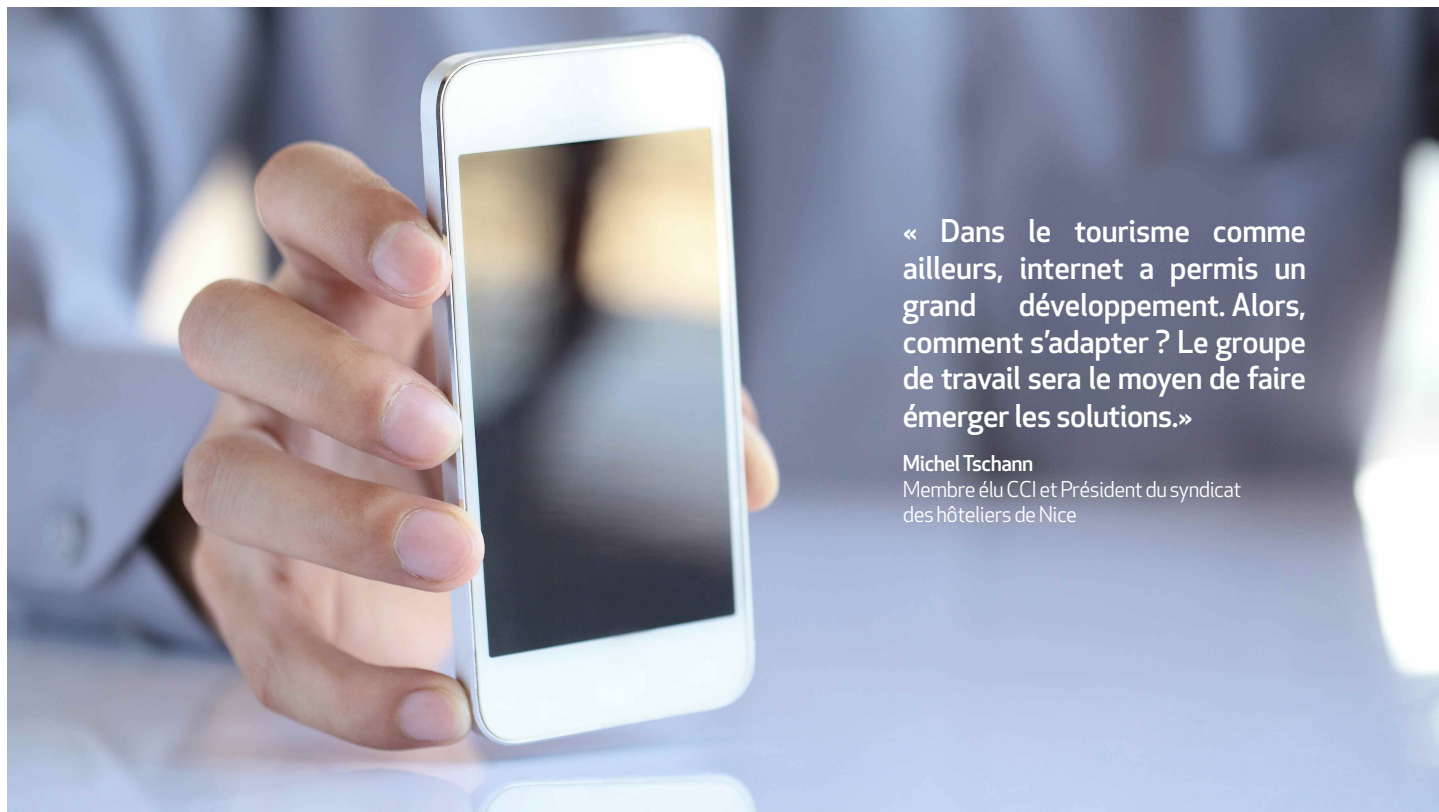
C'est un petit "e" qui change beaucoup de choses pour l'ex Sophia Antipolis MicroElectronic Forum. Le forum eSAME également. Mais l'édition 2015, qui s'est tenue début novembre au Campus SophiaTech, a associé tous ceux qui travaillent sur les applicatifs, les logiciels embarqués. En quelque sorte, le hardware, main dans la main avec le software. Et si l'acronyme n'a pas bougé, les mots qu'il recouvre ne sont plus les mêmes : eSAME pour "Embedded Software And Micro-Electronics". Ce changement de formule vient prendre en compte les évolutions du marché de la microélectronique. Sur la Côte d'Azur, le secteur du pur "silicium" s'est rétréci depuis quelques années. Il ne compte plus guère qu'un bon millier de salariés. Mais en revanche, la partie applicative s'est développée. Si on la prend en compte, la masse critique est là : on arrive à 7 ou 8.000 personnes. Avec cette partie "logiciel embarqué"

qui prend de plus en plus d'importance, toute la chaîne de la valeur se trouve concernée. On touche aussi un secteur en plein développement sur la technopole : l'OiT, l'Internet des Objets, avec des applications dans la santé, la voiture autonome, la domotique, le voyage...

Ce n'est pas cependant le seul changement que porte le nouvel eSAME. L'organisation s'est elle aussi élargie. La manifestation est désormais organisée par les industriels associés au secteur académique et à celui de la recherche. Changement encore dans le format. L'exposition avec des stands d'industriels et d'institutionnels a disparu. Mais les conférences techniques très pointues qui faisaient le succès de SAME sont maintenues et surtout la partie networking a été renforcée avec l'appui du Club Sophia Entreprises et de la CCI. Au total, un vrai nouveau départ.

■ **FOCUS.** MODE NOVATEUR DE CONSOMMATION, DE FABRICATION ET D'ÉCHANGES, L'ÉCONOMIE DE PARTAGE A PRIS UNE DIM ET BOULEVERSE RADICALEMENT LES RÈGLES DE LA CONCURRENCE, LES MODÈLES ÉCONOMIQUES DE NOS ENTREPRISES ET

## «UBERISATION» DE L'ÉCONOMIE : UN GROUPE DE TRAVA



« Dans le tourisme comme ailleurs, internet a permis un grand développement. Alors, comment s'adapter ? Le groupe de travail sera le moyen de faire émerger les solutions. »

Michel Tschann  
Membre élu CCI et Président du syndicat  
des hôteliers de Nice

« l'uberisation » et l'émergence rapide d'une économie de partage est-il une menace, une opportunité pour les entreprises azuréennes, notamment dans le tourisme : hôtellerie et transport de personnes en tête ? C'était l'un des sujets abordés par l'assemblée générale de la CCI en septembre dernier, qui a décidé de créer un groupe de travail sur le sujet. Porté par la démocratisation du haut débit, des smartphones et de la géolocalisation, rappelons que le terme d'« uberisation » est un néologisme formé à partir du nom d'Uber, la fameuse société de transport californienne qui a défrayé en France la chronique économique et sociale ces derniers mois lors de son bras de fer avec les taxis.

**Son principe?** De nouvelles plates-formes en ligne, le plus souvent des applications, qui mettent en relation des travailleurs free-lance et leurs clients sans passer par les intermédiaires classiques et qui se rémunèrent généralement à la commission. En deux mots, le consommateur devient aussi un entrepreneur : on passe du BtoB au CtoB... Un système qui joue à la fois sur la rapidité, la facilité d'accès et la sélectivité des services. En s'appuyant sur la technologie, notamment par la géolocalisation et les systèmes de notes et d'appréciation présents sur toutes les plates-

formes. Sans oublier bien sûr, l'argument du prix : fixé à l'avance, il est présenté comme plus compétitif que ceux des services dits « traditionnels »... ce qui est pourtant loin d'être toujours exact.

**Le risque?** L'économie à la demande risque d'anéantir bon nombre d'entreprises et donc bien plus d'emplois qu'elle ne va en créer, contribuant à une précarisation du marché du travail. Reste que selon les experts du cabinet Deloitte, qui la détermine comme l'« économie à la demande », elle devrait peser 100 milliards de dollars d'ici trois ans. Aujourd'hui, plus de 9000 start-ups composent le marché mondial de la consommation collaborative. La France apparaît comme l'un des leaders au niveau mondial tant au niveau du chiffre d'affaires que par la diversité de l'offre, même si les leaders sont anglosaxons. Le ministre de l'économie entend d'ailleurs faire surfer la croissance française sur la vague de l'uberisation, avec une future loi baptisée "Nouvelles opportunités économiques", ou "Noé".

Car les consommateurs et les clients changent radicalement leurs comportements sous l'effet de l'émergence de ces nouveaux arrivants qui touchent rapidement tous les secteurs économiques. Outre Uber, on peut

citer parmi les grands acteurs du mouvement ces fameuses « licornes » que sont la pépite française - leader mondial du covoiturage - Blablacar (qui vient de lever 200 millions de dollars), ou « l'hôtelier sans hôtels » Airbnb, devenu premier logeur mondial avec 1,5 million de chambres. Créé en 2008, 17 millions de personnes ont réservé leur hébergement sur sa plateforme durant les dernières vacances d'été, avec un pic d'affluence le 8 août, où près d'1 million de personnes ont été hébergées par des hôtes d'Aibnb.

**Et sur la Côte d'Azur?** Tous les secteurs économiques azuréens sont déjà ou seront impactés. En particulier nautisme, logistique, services à la personne, restauration, communication, banque et donc, transport et tourisme. « C'est pourquoi il est essentiel que nous puissions observer, mesurer et analyser les impacts dans tous les secteurs d'activité et que nous définissions un plan de sensibilisation et d'accompagnement des entreprises des Alpes-Maritimes pour faire face à ces enjeux majeurs », souligne Bernard Kleynhoff, Président de la CCI, qui a donc mis en place un groupe de travail sur le sujet.

Parmi les élus CCI qui en font partie, Michel Tschann Président du syndicat des Hôteliers de Nice : « L'uberisation c'est un phénomène



ENSION SANS PRÉCÉDENT  
DE L'EMPLOI.

## IL À LA CCI

qui concerne d'abord le tourisme, et qui se répand aujourd'hui un petit peu partout. Ça répond quand même à une vraie demande, qui n'est pas nouvelle : les locations touristiques, cela a toujours existé. Simplement là comme ailleurs, internet a permis un grand développement. Alors, comment s'adapter ? Le groupe de travail sera le moyen de faire émerger les solutions. Pour moi il faut mettre en avant ce qui est notre force dans les hôtels : le service, la sécurité, la garantie d'avoir toujours un responsable en face de soi, et puis il faut vraiment innover sur des nouveaux produits, sur des services collaboratifs, en privilégiant l'échange et les rencontres. Nous avons beaucoup de travail à faire là-dessus, mais c'est vrai, comme pour les taxis, cela nous oblige à nous remettre aussi en question, et pas simplement à tout attendre de l'Etat.»

**Jouer la carte du service?** Autre exemple, dans l'immobilier : Frédéric Pelou, Président de la FNAIM rappelle qu'en France, sur l'activité de la location saisonnière, un professionnel ne peut pas accepter un acompte de réservation plus de 6 mois avant le début de la location. «Ce qui interdit la location d'une année sur l'autre. Entre six mois et un mois avant la location, un professionnel ne peut pas accepter un acompte supérieur à 25 % du prix total. Un particulier qui loue son logement saisonnier n'a aucune de ces contraintes ! Il peut prélever la totalité du prix un an à l'avance. La Loi organise donc une concurrence déloyale entre les opérations entre un particulier et celles avec un professionnel. Le service de type Uber va surfer sur cette distorsion pour s'implanter dans ce domaine. Par contre, les professionnels en place offrent en général beaucoup plus qu'une simple mise en relation : des vraies garanties au locataire comme au propriétaire. Nos services : voilà ce qu'il faut valoriser. En parallèle, les professionnels en place doivent également s'unir pour concurrencer les services de type Uber sur leur propre terrain. Exemple, en location saisonnière : mise en place de centrale de réservations communes entre professionnels, ou par stations touristiques entières pour pouvoir présenter une offre globale de logements aussi complète qu'Uber. Sans tarder, pour ne pas se laisser définitivement distancer». Car si l'uberisation avance à grands pas, pour autant, il faut noter que la réalité du moment est que Airbnb devrait perdre 150 millions de dollars cette année et Uber... trois fois plus! ■

**En savoir +** [www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)

■ **ÉQUIPEMENT.** A NICE, LE NOUVEAU PARKING LYMPIA EST UN ATOUT POUR RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DU QUARTIER DU PORT.

## PARKINGS : SUR LES PORTS, DES OUTILS AU SERVICE DU COMMERCE



Sous l'esplanade, le parking Lympia et ses 482 places. Ci-contre, le panneau des commerçants participants à l'opération, offrant 1h de stationnement.

**Ce sont des outils au service de la vie économique des quartiers :** les parkings sont des ouvrages indispensables pour faciliter la vie des professionnels et des clients des ports. Concessionnaire des ports de Cannes, Golfe-Juan, Nice et Villefranche-Darse, la CCI Nice Côte d'Azur, offre des solutions de stationnement autour de ses quais. Ainsi à Nice, avec l'association de commerçants du quartier du Port, la CCI propose des carnets de tickets de stationnement à la discrétion des commerçants partenaires de l'offre, identifiables par un visuel affiché sur leur devanture. Président de l'association Port Avenir et commerçant du quartier, Hervé Martinez explique : « Nous avons mis en place cette initiative avec la CCI - qui prend en charge 50 % du coût horaire, le reste est offert par le commerçant - pour que nos clients puissent profiter du quartier et effectuer leurs achats en toute sérénité, notamment lors des fêtes. Nous avons ouvert l'opération à tous les commerces, restaurateurs et antiquaires du quartier, sans distinction de leur appartenance à notre association. Chacun est libre de fixer le montant d'achat faisant bénéficier son client de la gratuité. C'est un vrai plus pour l'attraction commerciale de notre quartier... Je pense qu'on prolongera le dispositif ! ». Ces tickets, valables jusqu'au 31 janvier permettent de bénéficier d'une à deux heures gratuites dans les parcs du port, dont le parking «Lympia». Mis en service il y a quelques semaines, ce dernier propose sur 5 étages 482 places de stationnement, dont 10 dédiées aux PMR et 10 places pour les véhicules légers électriques. «Il traduit la volonté du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, propriétaire concédant du

port, de répondre à la problématique de stationnement avec la CCI pour le quartier du port de Nice. Ceci en offrant des conditions de stationnement optimales en termes de proximité et d'accessibilité avec un équipement s'insérant parfaitement dans l'interface ville-port» souligne Bernard Kleynhoff, Président de la CCI.

En surface du nouveau parking Lympia, une vaste esplanade de 4 000 m<sup>2</sup> servira par ailleurs à accueillir des manifestations. A noter que l'accessibilité a également été étudiée pour éviter aux clients de circuler dans l'enceinte portuaire : deux rampes d'accès séparées débouchent directement sur la voirie du quai Lunel.

**Un réel atout pour le port de Nice, véritable site multi-activités en cœur de ville.** Les solutions de stationnement ont été pensées pour répondre aux attentes de chaque utilisateur et pour favoriser les commerces et les restaurants alentour. Le tarif horaire en vigueur est de 0,60€ le quart d'heure. Mais une réduction de 50% le midi (entre 12h et 14h et le soir de 19h à 1h) a été mise en place pour développer la fréquentation des nombreux restaurants du quartier. Les passagers des ferries ou des bateaux côtiers, ainsi que les croisiéristes bénéficient eux d'un forfait de 10 € la journée sur présentation du justificatif de transport. Des forfaits tout public à la semaine (100 €) ou pour tout le week-end (20€) sont également proposés. D'autres formules tarifaires sont dédiées aux plaisanciers, aux professionnels et aux commerçants et leurs salariés. ■

**En savoir +** [riviera-ports.com/parkings/port-de-nice](http://riviera-ports.com/parkings/port-de-nice)

# INTEMPÉRIES DU 3 OCTOBRE : UNE MOBILISATION SANS PRÉCÉDENT EN FAVEUR DES ENTREPRISES SINISTRÉES

■ **MOBILISATION.** COORDINATION DES AIDES, MISE EN ŒUVRE D'UN DOSSIER UNIQUE, OPÉRATION DE FINANCEMENT PARTICIPATIF, COUP DE POUCE DES GRANDES ENTREPRISES... TOUT EST FAIT PAR LA CCI ET SES PARTENAIRES POUR SOUTENIR LES NOMBREUX COMMERÇANTS ET ENTREPRISES FRAPPÉS PAR LES INTEMPÉRIES IL Y A QUELQUES SEMAINES. UNE ACTION QUI VA S'INSCRIRE DANS LA DURÉE.

Les pluies torrentielles du 3 octobre qui ont meurtri le département n'ont pas épargné les entreprises : 1050 entreprises sinistrées recensées par le guichet unique CCI/CMA06 et 60 à 70 millions d'euros de dégâts estimés... Face à l'urgence de la situation les acteurs publics locaux se sont unis pour permettre aux entreprises de reprendre au plus vite une activité normale et ainsi préserver les emplois.

**La CCI et la Chambre de Métiers main dans la main.** Dès le lendemain des intempéries, la CCI Nice Côte d'Azur s'est fortement mobilisée pour apporter une aide concrète aux entreprises et commerces impactés. Le guichet unique CCI Nice Côte d'Azur et CMA 06 a instruit 340 dossiers présentés et examinés pour l'obtention d'aides directes lors des 4 comités d'attribution qui se sont déjà tenus à fin novembre. Mais c'est aussi la présence à proximité des sinistrés : outre les permanences dans les sites CCI, avec la Chambre des mé-

tiers, elle a effectué des centaines de visites afin de recenser et d'expliquer les procédures aux professionnels impactés. « *C'est un travail de longue haleine* » prévient Claude Batel, élu CCI et président de la fédération des boulangers. *Tout le monde est à pied d'œuvre pour régler au plus vite chaque situation au cas par cas et accompagner les dirigeants dans leur démarche*. A ce jour, ce sont plus de 1050 entreprises qui ont été accompagnées par les équipes de la CCI Nice Côte d'Azur et de la CMA06.

**Un dispositif d'actions concrètes.** Lors de son Assemblée Générale du 19 octobre, la CCI Nice Côte a entériné son plan d'actions pour permettre aux entreprises azuréennes de se relever (voir encadré ci-contre). La quasi-totalité des mesures sont déjà effectives. Première action, le guide unique et simplifié « Dispositif d'accompagnement des établissements sinistrés », construit avec la Préfecture, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat 06

(CMA) ainsi que les partenaires Ursaff, Rsi, Finances Publiques, à qui la CCI a demandé des dégrèvements fiscaux et des étalements pour les professionnels sinistrés.

**Le fonds d'intervention CCI,** créé et validé lors de l'assemblée générale du 19 octobre dernier, a permis à 130 entreprises relevant du Registre du Commerce et des Sociétés avec moins de 10 salariés, de recevoir la dotation CCI, d'être éligibles au fonds de soutien du Conseil départemental et aux aides du Conseil régional PACA et des communautés d'agglomération, en fonction des critères. Ce fonds d'intervention CCI est constitué de 300 000€, et sera complété par une allocation de 100 000 € de la CCI régionale PACA ainsi que de 25 000€ de la CCI du Var. Un appel à solidarité au niveau du réseau national des CCI de France permettra également de l'abonder.

**La CCI a également lancé une opération natio-**



## LE PLAN D'ACTION DE LA CCI

### IDENTIFIER LES ENTREPRISES SINISTRÉES

» AVEC LA CHAMBRE DES MÉTIERS (CMA) ET LES COLLECTIVITÉS

### METTRE EN ŒUVRE UN DOSSIER UNIQUE

» AVEC LA PRÉFECTURE, LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET LES PARTENAIRES URSSAF, RSI, FINANCES PUBLIQUES

### SOLLICITER LA SOLIDARITÉ

» NOTAMMENT DES GRANDES ENTREPRISES DU DÉPARTEMENT, POUR DES DONS D'ORDINATEURS PAR EXEMPLE

### COORDONNER LES AIDES

» AVEC LA PRÉFECTURE, LA CMA, LA RÉGION, LE DÉPARTEMENT ET LES INTERCOMMUNALITÉS DE SOPHIA ANTIPOLIS ET DE CANNES

### COMMUNIQUER AU NIVEAU NATIONAL SUR LA DESTINATION CÔTE D'AZUR

» AVEC LES SYNDICATS HÔTELIERS DE NICE, CANNES, LE CRT ET LES OFFICES ET LES ACTEURS DU TOURISME

### CRÉER UN FONDS D'AIDE CCI

» POUR APPUYER LES ENTREPRISES EN DÉTRESSE

### OBTENIR DE L'ÉTAT UN PLAN DE REDYNAMISATION FISAC

» POUR LES ENTREPRISES ET COMMERCE

**« Solidarité, ténacité et capacité à rebondir sont nos atouts et nous pouvons maintenant tous agir pour aider nos entreprises et nos emplois. »**

**Bernard Kleynhoff**  
Président de la CCI Nice Côte d'Azur

nale de crowdfunding sur la plateforme Galoo pour que particuliers et entreprises aient la possibilité de faire un don. Collectés par la Fondation Sophia Antipolis, les dons seront redistribués par la CCI aux entreprises concernées en complément des aides directes allouées par le fonds CCI. Important: il faut noter que ces dons ouvrent droit à des réductions fiscales. Pour les particuliers, 66% du montant des dons faits au fonds dédié « Intempéries 06 » sont déductibles de leurs impôts, dans la limite de 20% de leur revenu imposable. A la suite du don, ils recevront un reçu fiscal, leur permettant d'attester de leur don auprès de l'administration fiscale.

Quant aux entreprises, la réduction d'impôt applicable (IR ou IS) est égale à 60 % du montant des versements effectués dans la limite de 5 pour mille (5‰) du chiffre d'affaires. Si certains souhaitent faire un don sans utiliser le paiement sécurisé en ligne, un formulaire de don par chèque est téléchargeable et pourra être envoyé à la Fondation Sophia Antipolis (Place Sophie Laffitte, 06560 Valbonne). Pour Bernard Kleynhoff, président de la CCI Nice Côte d'Azur : « C'est un véritable appel à solidarité nationale auprès des particuliers et entreprises que nous lançons pour

accélérer la reprise d'activité des entreprises sinistrées et préserver les emplois. Notre département a montré sa capacité de réaction devant les événements tragiques qui sont survenus le 3 octobre dernier. Solidarité, ténacité et capacité à rebondir sont nos atouts et nous pouvons maintenant tous agir pour aider nos entreprises et nos emplois ».

En complément des aides financières, la CCI a remis à de nombreuses entreprises sinistrées des ordinateurs pour leur permettre d'accomplir les actes quotidiens. Ceci grâce en partie à la solidarité des grandes entreprises du département : Amadeus et Galderma, la DDFIP et la CCI. Au total, ce sont 120 ordinateurs qui ont été offerts. Avec l'aide des acteurs du tourisme local, la CCI communique pour promouvoir la destination et affirmer que la Côte d'Azur est de nouveau en mesure d'accueillir des visiteurs dans de bonnes conditions. Enfin, une dérogation a été demandée auprès du cabinet d'Emmanuel Macron pour l'obtention d'un plan FISAC sur les communes sinistrées.

» suite page 16

A noter également que les compagnies d'assurance ont été en première ligne : elles se sont mobilisées sans même attendre la déclaration de l'état de catastrophe naturelle pris par arrêté ministériel au conseil des ministres du 7 octobre. Face à la gravité de la situation, la réaction des compagnies d'assurance a été immédiate. La direction générale d'AXA Sud-Est, par exemple, s'est rendue sur place pour assurer ses agents de son appui et reviendra en décembre pour faire le point. Le PDG d'Allianz a également fait le déplacement et la compagnie a dépêché un camion pour aller à la rencontre de ses clients sinistrés. A tous les niveaux de la hiérarchie, la mobilisation a été très forte avec une volonté d'aider et d'indemniser au plus vite les sinistrés en prenant des mesures inédites. *« Dès le dimanche des agents étaient sur le terrain et les équipes ont été renforcées par du personnel venu des autres départements », souligne Didier Bellotto, Président Chambre départementale Agents généraux d'assurance. Nous avons demandé au réseau des experts de travailler 7 jours sur 7. Des experts sont d'ailleurs venus de toute la France en renfort. Par ailleurs les compagnies ont mandaté de toute la France des inspecteurs régisseurs chargés des dossiers les plus importants. Un fonds de solidarité a été créé en urgence afin de débloquent des fonds. Le mot d'ordre a été : réactivité. Nous avons la possibilité de faciliter au mieux la prise en charge avec l'acceptation de déclarations par e-mail ou courrier simple. Nous avons également des facilités pour débloquent des acomptes. Au bout d'une semaine 80% des entreprises touchées avaient vu leur agent et la moitié avait déjà été expertisée. Dès la deuxième semaine, celles qui avaient besoin d'acompte ont vu leur dossier traité. Il reste encore beaucoup de travail... ».*

**La Préfecture à la coordination.** « Notre département a été gravement touché lors des intempéries des 3 et 4 octobre 2015, souligne Adolphe Colrat, Préfet des Alpes-Maritimes. Lors du comité de suivi du vendredi 30 octobre, Météo France a présenté une première analyse du phénomène. Cette analyse doit être à la base de toutes les initiatives de retour d'expérience qui seront prises. Concernant la reconstruction l'État est pleinement mobilisé pour venir en aide aux particuliers, aux entreprises et aux collectivités. Il est important maintenant d'être beaucoup plus précis dans le chiffrage des dommages. »

Conformément aux engagements pris, la Préfecture a organisé le 30 octobre dernier un Comité de suivi relatif aux actions de soutien engagées au profit des particuliers, entreprises et collectivités frappés par les intempéries des 3 et 4 octobre 2015, afin d'établir un premier bilan des dégâts provoqués et de faire le point sur les actions engagées. La réunion s'est tenue sous la présidence du Préfet des Alpes-Maritimes, en présence d'Eric Ciotti,

## PAROLES DE CHEFS D'ENTREPRISES SINISTRÉES



Serge Romero, garage d'Ormesson (le Cannet)

« Mon garage a été inondé par plus d'un mètre d'eau : équipements, matériel, carrelage, porte, tout a été endommagé ou perdu ». Au-delà de la perte d'exploitation, l'estimation pour la perte du matériel dépasse les 40 000 euros et les devis pour la réfection du garage se chiffrent à près de 30 000 euros entre la maçonnerie et la peinture. « J'ai également perdu la quasi-totalité de mes archives. Dans ce contexte, je remercie la CCI Nice Côte d'Azur pour sa réactivité et son implication. Son équipe est venue après le sinistre pour m'épauler et m'accompagner dans mes démarches. Je ne savais pas que nous pouvions demander des aides en dehors des assurances. Elle m'en a informé et a constitué le dossier. La CCI m'a également remis un ordinateur gratuitement afin que je puisse à nouveau reprendre mon activité : établissement des devis, facturation... Je trouve cette implication, cette mobilisation extraordinaire ! »

**« Dès le dimanche, des agents étaient sur le terrain et les équipes ont été renforcées par du personnel venu des autres départements. »**

Didier Bellotto

Président Chambre départementale des Agents généraux d'assurance

Président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes, Patrick Allemand, Premier Vice-Président de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur, des maires des 28 communes reconnues en état de catastrophe naturelle par les arrêtés des 8 et 28 octobre 2015, des représentants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et des syndicats intercommunaux, ainsi que des partenaires membres du comité des financeurs, notamment Chambre de commerce et d'industrie, Chambre de métiers et de l'artisanat et Chambre d'agriculture et les services de l'État. Les mesures prises en faveur des entreprises sinistrées ont été évoquées.



Valérie Marescaux, Assistante Secrétariat Services (le Cannet)

« Mes bureaux sont situés de plain-pied et ont été inondés. Je propose de l'accès à Internet et des services de secrétariat pour les particuliers et les entreprises. Je n'ai pas voulu arrêter utilisant l'ordinateur et l'imprimante de mes enfants afin de poursuivre mes activités. La CCI s'est déplacée peu de temps après le sinistre et m'a aidé à remplir un dossier pour me permettre de bénéficier du fonds de solidarité débloqué par le Conseil Communautaire des Pays de Lérins. Leur accompagnement ne s'est pas arrêté là. La CCI m'a remis dernièrement un ordinateur. Toutes ces initiatives sont formidables et permettent aux TPE sinistrées de rebondir plus vite et plus efficacement ».

**Comment l'aide s'organise.** Chambre de commerce et d'industrie, Chambre de métiers et de l'artisanat et Chambre d'agriculture ont donc mis en place un « guichet unique » aux entreprises, commerces et exploitations agricoles\*. Le recensement des entreprises qui n'ont pas redémarré est toujours en cours. 32% des dossiers ont été traités par les commissions d'attribution des aides. 50% de l'enveloppe d'aide a déjà été distribuée.

De son côté, l'URSSAF a mis en place un contact direct « Inondations » : le numéro d'appel 04 93 18 56 20 et l'e-mail inondations.paca@urssaf.fr. A ce jour, les 203 dossiers reçus représentent 1,8 millions d'euros de cotisations. Un circuit particulier a également été défini pour ces dossiers qui concernent des demandes de délai, de remise et de rendez-vous.

Le Régime Social des Indépendants (RSI) a également débloqué 1 million d'euros. Gérard Pastorini, Directeur du site de Nice de l'Urssaf Paca précise : « Notre rôle est de soutenir les entreprises rencontrant des difficultés suite à des catastrophes naturelles ou autres événements pouvant perturber l'activité économique locale. Des délais de paiement des cotisations sociales seront exceptionnellement accordés aux entreprises touchées par cette catastrophe climatique. Chaque dossier sera étudié avec la plus grande bienveillance ».

Les entreprises concernées sont invitées à se



### Sébastien De Torres, garage Autoboats (Biot)

«J'ai eu 1,50 mètres d'eau dans l'atelier de mon garage, spécialisé dans les voitures de collection et petits bateaux... Outre les équipements, il y a eu 11 véhicules touchés au total, dont mon véhicule de dépannage, plus de 65 000 euros de dégâts. Sur le coup je ne savais pas trop quoi faire, à qui m'adresser en dehors des assurances. Alors la visite des équipes de la CCI et du RSI, c'était super ! La CCI m'a expliqué les démarches auprès des organismes publics et m'a aidé dans le montage d'un dossier pour bénéficier d'aides financières. Elle vient aussi de me verser 2000 euros et apporté une aide matérielle avec la remise d'un ordinateur. Au-delà de ce soutien très positif, je tiens à les remercier pour leur soutien moral. C'est important de ne pas se sentir seul dans ces moments difficiles».

### Isabelle Le Fournis, pharmacie Biot 3000 (Biot)

«La pharmacie a été entièrement ravagée. La totalité du stock a été détruite. Tout est à refaire et nous avons dû mettre nos 4 salariés en chômage technique. Si tout se passe correctement, nous rouvrirons en février. La CCI est venue pour nous aider. Elle nous a expliqué les aides possibles dont nous pouvions bénéficier et nous a accompagnés dans l'établissement du dossier. Ce soutien nous a permis de recevoir 20 000 euros de la part du Conseil régional PACA et 1000 euros de la part de la CCI. Par ailleurs le Conseil départemental nous a accordé un prêt à taux zéro de 4000 euros. C'est très positif de se sentir épaulé lorsque nous sommes confrontés à ce type de situation».



### Olivier Dutertre, agence de publicité CSP (Le Cannet)

«Je venais à peine de rénover l'agence : au matin, il y avait 60 cm de boue dans nos locaux. Sans compter la perte d'exploitation, j'ai estimé les dégâts à environ 50 000 euros. L'expert qui est passé en tenant compte de la vétusté les a estimés à... 31 000 euros. Malheureusement, lorsque j'ai créé l'agence il y a 8 ans, j'ai souscrit un contrat qui plafonnait le remboursement à 10 000 euros, même en cas de déclaration de catastrophe naturelle ! Je suis donc très sensible à l'aide des divers organismes qui se sont mobilisés pour nous. A commencer par la CCI, qui est venue à ma rencontre et m'a accompagné pour ma demande d'aide. Après un ordinateur, je viens de recevoir 3000 euros de sa part et du Conseil régional. Le RSI m'a également accordé 1500 euros et j'attends la réponse de la Communauté des Pays de Lérins, qui a également ouvert un fonds pour les sinistrés. Ces initiatives sont remarquables et sont autant de bouffées d'oxygène pour une TPE comme la mienne».

faire connaître auprès de l'Urssaf Paca ou du centre de paiement RSI pour bénéficier d'un accompagnement dans les démarches. Elles doivent ensuite envoyer ou déposer un dossier de demande de délais\*\* en stipulant la mention « délais de paiement exceptionnels intempéries ». Au 12 novembre 2015, 221 dossiers ont été recensés comme dossiers "intempéries", représentant un enjeu financier de 2 258 996,19 euros. Sur la nature des demandes, la quasi-totalité sont des demandes de délais accompagnées de remise des majorations de retard, avec parfois avec une demande de report de paiement. 4 demandes d'anticipation de difficultés à venir ont également été identifiées.

L'unité territoriale de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) a elle aussi mis en place une ligne directe au 04 93 72 76 21, dédiée au dispositif de chômage partiel pour les professionnels sinistrés. Dans le département, 104 entreprises sont actuellement concernées, ce qui représente 704 salariés, 350 000 heures de chômage partiel et 2,8 millions d'euros de participation de l'État (70 % du salaire brut est remboursé par l'État). Une demande a été adressée au ministère du Travail afin de permettre le remboursement de 100 % du salaire brut. Rappelons que le chômage partiel est remboursé, même pour un seul salarié. Les

**«Des délais de paiement des cotisations sociales seront exceptionnellement accordés aux entreprises touchées. Chaque dossier sera étudié avec la plus grande bienveillance.»**

### Gérard Pastorini

Directeur du site de Nice de l'Urssaf Paca

maires ont aussi été invités à informer les entreprises de toutes tailles de ce dispositif. Les demandes des entreprises des Alpes-Maritimes seront analysées avec une particulière bienveillance.

### Impôts et taxes : un traitement au cas par cas.

La Direction Départementale des Finances Publiques des Alpes-Maritimes est bien consciente des difficultés rencontrées tant par les entreprises que par les particuliers du département. Elle a immédiatement pris diverses mesures de nature à faciliter les démarches fiscales de ces contribuables. Elles concernent le traitement et la restitution accélérés des créances des entreprises sur l'État (Crédit d'impôt pour la compétitivité et

**«Concernant la reconstruction l'État est pleinement mobilisé pour venir en aide aux particuliers, aux entreprises et aux collectivités. Il est important maintenant d'être beaucoup plus précis dans le chiffrage des dommages.»**

### Adolphe Colrat

Préfet des Alpes-Maritimes

l'emploi CICE, Remboursement de crédit TVA...) ou encore l'octroi de délai de paiement et de délai supplémentaire pour le dépôt des déclarations fiscales, ainsi que le traitement bienveillant des demandes de remise gracieuse.

Un accueil spécifique est réservé dans les centres des finances publiques aux contribuables sinistrés. En outre, des mesures spécifiques sont prévues pour les notaires et cabinets comptables également touchés par ces sinistres dans le cadre de leurs missions d'interface avec l'administration fiscale. L'ensemble des Centres des Finances publiques du département prend en charge les demandes des contribuables. ■

### En savoir + CCI Nice Côte d'Azur

\* Contact guichet unique : 0 800 422 222  
allocci@cote-azur.cci.fr

\*\* Le dossier est téléchargeable sur le site de l'Urssaf Paca : [www.paca.urssaf.fr](http://www.paca.urssaf.fr) et doit être retourné au 152, Avenue de la Californie 06200 Nice

entreprises,  
particuliers

# PARTICIPEZ !

OPÉRATION DE **CROWDFUNDING**  
**EN FAVEUR DES ENTREPRISES ET COMMERCE**  
**SINISTRÉS DANS LES ALPES-MARITIMES**

→ **Vous êtes une entreprise :**

**La réduction d'impôt applicable (IR ou IS)**  
**est égale à 60 % du montant** des versements effectués  
dans la limite de 5 pour mille (5‰) du chiffre d'affaires.

→ **Vous êtes un particulier :**

**66% du montant des dons faits au fonds dédié**  
**Intempéries 06 sont déductibles de vos impôts,**  
dans la limite de 20% de votre revenu imposable. A la suite de votre don, vous recevrez  
un reçu fiscal, vous permettant d'attester de votre don auprès de l'administration fiscale.

Faites un don :  
**[www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)**

**Après les événements tragiques du 3 octobre 2015**, la CCI Nice Côte d'Azur et ses partenaires sont fortement mobilisés et travaillent sans relâche pour venir en aide aux entrepreneurs sinistrés. Toutes les tailles d'entreprises sont impactées avec de nombreux commerces et TPE. **Les dégâts sont estimés entre 60 et 70 millions d'euros : même si le montant des aides directes est important, il reste insuffisant.** Il faut maintenant accélérer pour favoriser une reprise d'activité et préserver les emplois.



Si vous souhaitez faire un don sans utiliser le paiement sécurisé en ligne, téléchargez le formulaire de don par chèque en flashant le code ci-contre avec votre smartphone ou en le téléchargeant sur [www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr) et envoyez le à : Fondation Sophia Antipolis, Place Sophie Laffitte - 06560 Valbonne

une initiative partenariale

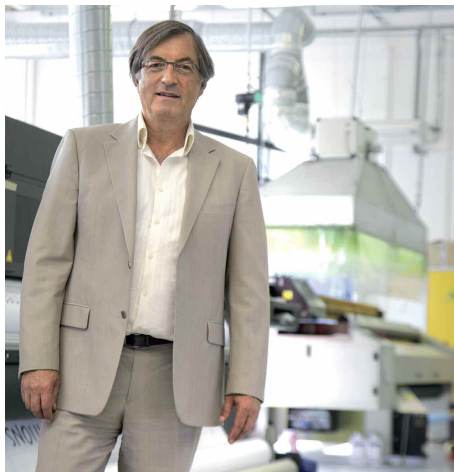


**CCINICE CÔTE D'AZUR**

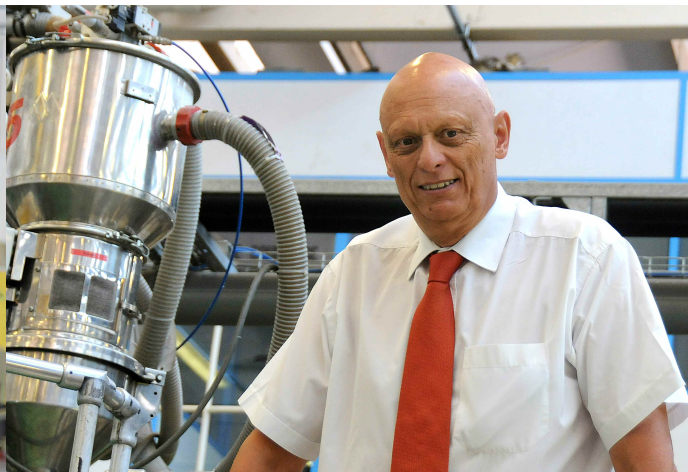


■ **FOCUS.** LE COUP D'OEIL D'UN EXPERT SUR DE NOUVEAUX MODÈLES ÉCONOMIQUES POUR DEVENIR PLUS COMPÉTITIF ET CONQUÉRIR DE NOUVEAUX MARCHÉS.

## QUEL IMPACT POUR L'ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ ?



Jean-Bernard Rivaton, (Exhibit Group) fait partie des chefs d'entreprise azuréens convaincus par l'économie de la fonctionnalité.



Luc Tournaire préside le Club Cap EF, créé à Grasse pour accompagner les entreprises dans le domaine.



Christian Sempels, professeur à Skema BS et expert de l'économie de la fonctionnalité et de la collaboration.

**Vendre un usage plus qu'un produit, ça marche !** Difficile d'augmenter sans cesse la productivité de votre entreprise et de conquérir de nouveaux marchés ? Et si vous regardiez du côté de l'économie de la fonctionnalité et de la collaboration ? C'est un changement complet de perspectives qu'elle vous apporte. Vous ne vendez plus un bien physique ou un service unique, mais vous mettez à disposition des biens et services intégrés répondant à un besoin (mobilité, santé, alimentation saine, etc.) avec un contrat de "performance d'usage" à la clé. Ce nouveau concept, Christian Sempels, professeur à Skema Business School (Sophia Antipolis), est venu le présenter début octobre à la CCI Nice Côte d'Azur lors de la soirée Performance Durable 360.

**Aujourd'hui, la majorité des modèles économiques d'entreprise** sont construits sur des logiques volumiques : vendre plus pour gagner plus. Selon le Club Cap EF - créé à Grasse et présidé par Luc Tournaire - ce modèle induit des difficultés croissantes dans des marchés européens largement saturés. Puisque ce sont les marchés de remplacement qui tirent le volume et que ces derniers sont très sensibles à la conjoncture, tout ralentissement économique ralentit la demande et impacte de plein fouet les entreprises : pression extrême sur les prix (en raison d'une concurrence accrue, d'une habitude de prix bas chez les clients issue notamment de la généralisation du *low cost*, de pressions intenable exercées par certains acteurs au sein des chaînes de valeur, d'une désintermédiation liée à Internet...) et structure de coût en hausse (coût croissant

des matières premières et de l'énergie, taxation en hausse, compliance aux réglementations de plus en plus coûteuses, ...) font fondre les marges et par là même les capacités de développement des entreprises. Par ailleurs, la nature volumique des modèles économiques empêche la conciliation d'une réussite économique avec des bénéfices environnementaux et sociaux. Elle freine l'introduction d'innovation de rupture pourtant bien nécessaire et induit une pression extrême sur la productivité, en particulier sur la productivité du travail.

En conséquence, nous assistons à un nombre toujours plus important de fermetures d'entreprises, à une pression forte sur le travail et à une dégradation de la qualité du travail et une hausse des risques psychosociaux, à un strict contrôle de la masse salariale et des licenciements, voire à des délocalisations forcées. Les chefs d'entreprise ne sont pas responsables de ces situations, ils en sont au contraire les victimes au côté des salariés.

**Ce modèle économie de rupture**, Christophe Sempels a pu déjà l'expérimenter dans une dizaine d'entreprises azuréennes du club Cap EF, dont il est par ailleurs directeur scientifique. Pour le professeur de Skema BS, les modèles économiques actuels montrent leurs limites face aux crises économiques, sociales et environnementales. Innovation stratégique de rupture en matière de modèle économique, l'économie de la fonctionnalité et de la coopération apporte une réponse. D'autant plus qu'elle permet de concilier réussite économique et plus-value environnementale et sociale.

**Des exemples concrets d'application?** Christophe Sempels n'en manque pas. "Georges Ferrando, président d'Albert Vieille (matières aromatiques à Vallauris) a travaillé sur un concept de fourniture d'air parfumé pour améliorer le confort dans les hôpitaux. Michel Gschwind, CEO d'Areco, s'est lancé sur un service de nébulisation pour les produits frais plutôt que de vendre les machines. Tous les deux ont été amenés à travailler ensemble sur des enjeux de qualité de l'air." Autre exemple avec Benoît Cuny, fondateur de Casiris (services à la personne) à Opio, qui a repensé son activité. "Au lieu de tarifier des heures de ménage, il vend désormais un résultat : "une maison propre". Ce qui lui a permis de développer d'autres services liés au fait qu'il a les clés de la maison et la confiance des propriétaires", Reste que la transition vers la "fonctionnalité" amène souvent à des réorganisations internes. Jean-Bernard Rivaton, président d'Exhibit Group à Carros (impression numérique grand format), a expliqué avoir complètement changé la gouvernance de l'entreprise, aplatissant la hiérarchie pour laisser plus d'initiative et libérer la créativité aux collaborateurs.

C'est pour aider les entreprises à assurer la transition que le Club Cap EF organise des accompagnements dans la durée. Une première "promotion" de 11 entreprises est déjà sortie. Une seconde va suivre. Parallèlement, le club organise des cafés éco de la fonctionnalité, des ateliers, des formations pour les experts-comptables, les banquiers, etc. ■

**En savoir + 0 800 422 222**

[www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)

[www.club-cap-ef.com](http://www.club-cap-ef.com)

■ **TRANSPORTS.** CONSTAT, ENJEUX ET PROPOSITIONS DE LA CCI SUR CE GRAND DOSSIER, DÉTERMINANT POUR LE DÉVELOPPEMENT

Se déplacer sur la Côte d'Azur signifie boucler quasi quotidiens aux heures de pointe sur l'A8, accès de Sophia Antipolis ou de Carros qui saturent matin et soir, usagers des TER qui se qualifient de "naufragés" : pourtant capital pour le développement économique des Alpes-Maritimes, le dossier des transports reste plus que jamais ouvert. Ces difficultés ont non seulement un impact direct sur l'environnement et la qualité de vie, mais également sur la compétitivité des entreprises.

Pour trouver des solutions, la CCI Nice Côte d'Azur a apporté une nouvelle contribution au printemps dernier en réalisant avec ses partenaires socio-économiques un "grand-angle transports et déplacements", assorti de 8 propositions prioritaires pour améliorer l'accessibilité et les déplacements dans les Alpes-Maritimes (voir ci-contre). Des propositions bien ciblées qui font leur chemin. Avec Pascal Nicoletti, membre élu CCI en charge des transports, le point sur trois de ces priorités : la desserte des zones d'activité, la "logistique urbaine" avec la question des livraisons et, côté ferroviaire, le projet de Ligne Nouvelle Côte d'Azur.

**Desserte des zones d'activités.** *"La vraie difficulté tient dans les lignes transversales comme celle de Grasse-Carros pour lesquelles l'équilibre des financements est difficile à trouver, explique Pascal Nicoletti. Pour contribuer à des solutions, Sophia Club Entreprise - accompagné par la CCI - a fait un gros travail pour mieux connaître le positionnement des salariés notamment ceux de Sophia Antipolis. Mais le problème, c'est que les AOT (Autorités Organisatrices de Transports) sont habituées à regarder chez elles... et pas à côté".*

Une situation qui devrait changer. Avec les évolutions amenées par la loi NOTRe, qui donne de nouvelles compétences aux régions, les AOT seront amenées à dialoguer entre elles. C'est d'ailleurs l'objet du groupe de travail sur la desserte des zones d'activité,

## LIGNE FERROVIAIRE NOUVELLE LE DOSSIER TRANSPORTS PLU



réunissant le Conseil départemental, la CCI, les AOT et les clubs d'entreprises et qui a déjà conduit à de premières avancées. *"Car il ne faut pas oublier que les entreprises financent les AOT à travers le versement transport. Il représente aujourd'hui 132 millions d'euros dans le département et a été multiplié par 3 depuis 2000. C'est une taxe prélevée aux entreprises mais dont leurs salariés profitent peu. Car si elles financent, elles ne sont pas partie prenante", insiste l'élu CCI. D'où un positionnement moindre des AOT sur la desserte des zones d'activité... "Aussi, avec les clubs d'entreprises, pour faire valoir les besoins des salariés en termes de transport en commun. Nous demandons que les entreprises puissent être représentées dans les AOT et contribuer aux décisions."*

**Logistique urbaine.** *"Le travail sur les livraisons engagé actuellement sur la Métropole Nice Côte d'Azur par les autorités, les commerçants et les transporteurs, préfigure ce qui devra se faire demain dans toutes les villes estime Pascal Nicoletti. Ce travail touche à l'évolution du commerce. Avec la multiplication de livraisons "gratuites", l'essor de l'e-commerce s'est appuyé sur une cascade de sous-traitants "transport" et une multiplication de véhicules sur le "dernier kilomètre". Ce qui conduit à des livraisons en double file de plus en plus fréquentes."*

Comme lors de l'épisode d'interdiction de transport de matières dangereuses (voir encadré ci-contre) sur l'autoroute A8 en septembre dernier, la concertation avec les professionnels du transport se pratique également pour la question des livraisons en ville. *"Nous faisons valoir nos besoins pour satisfaire nos clients de centre-ville : des plages horaires et des places réservées aux livraisons", note Patrick Mortigliengo, président de la FNTR 06. "Des places qui ne soient pas squattées par des véhicules de particuliers, ce qui nous oblige à nous arrêter en double file, gênant ainsi le passage des bus. Mais la clé pour régler ce problème de livraison, c'est également la rapidité. Pour accélérer le temps de déchargement, il s'agit d'éviter la livraison en vrac et de livrer au maximum par palette, le commerçant se chargeant de venir chercher la marchandise".*

### LA CONCERTATION, VOIE VERS LES SOLUTIONS

L'interdiction de transport de matières dangereuses (TMD) sur l'autoroute A8 en septembre dernier illustre bien la façon dont les problèmes peuvent être réglés par la concertation. Souvenez-vous : suite à un incendie, l'un des 2 tunnels frontaliers de la Giraude avait été fermé. Pour éviter le risque d'une collision dramatique dans le tunnel restant, la circulation des camions de transports de matières dangereuses avait été interdite à partir du 11 septembre pour une durée indéterminée, dans les

deux sens, du péage de Saint-Isidore à la frontière italienne. Catastrophique pour l'économie azurienne, notamment pour l'industrie grasse du parfum. Le groupe de travail qui a réuni entre autres à la Préfecture la CCI, Escota, Prodrom et la FNTR 06 (Fédération nationale des Transporteurs Routiers), a pu trouver une solution : le passage des TMD en convois de dix camions, convois gérés par la FNTR06. C'est de cette façon que le blocage a pu être évité jusqu'à la reprise normale du trafic début octobre.



# E, LIVRAISONS, EMBOUTEILLAGES : S QUE JAMAIS OUVERT...

## LES 8 PROPOSITIONS DE LA CCI POUR PASSER DU ROUGE AU VERT

### DÉPLOYER LA NOUVELLE LIGNE FERROVIAIRE

» POUR ASSURER UNE DESSERTE TER  
PERFORMANTE ET DÉLESTER SIGNIFICATIVEMENT  
L'A8 ET LE RÉSEAU ROUTIER

### RAPPROCHER LES RÉSEAUX DE TRANSPORTS EN COMMUN

» POUR OPTIMISER LES INTERCONNEXIONS  
ENTRE LES DIFFÉRENTS MODES DE TRANSPORTS

### RÉÉQUILIBRER L'OFFRE DE TRANSPORTS EN COMMUN ET SON FINANCEMENT

» POUR PERMETTRE AUX ENTREPRISES DE  
STABILISER LEUR CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET  
ADAPTER DES TARIFS EN FAVEUR DES RÉSIDENTS

### MIEUX DESSERVIR LES ZONES D'ACTIVITÉS

» POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES  
ENTREPRISES ET DE LEURS SALARIÉS ET  
AMÉLIORER LES TRAJETS DOMICILE-TRAVAIL

### OPTIMISER LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET LA GESTION DES TRAFICS

» POUR DÉLESTER L'A8 D'UNE PARTIE DU TRAFIC  
POIDS LOURDS EN TRANSIT ET EN DÉVELOPPANT  
MOBILITÉ INTELLIGENTE ET FLUIDITÉ

### PENSER GLOBALEMENT L'URBANISATION ET LES TRANSPORTS

» POUR ANTICIPER LA DESSERTE EN TRANSPORT  
ET LA CIRCULATION EN AMONT DES PROJETS  
D'AMÉNAGEMENT

### ELABORER DES PROJETS DE LIVRAISON DU «DERNIER KILOMÈTRE»

» POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES  
PROFESSIONNELS EN CENTRE-VILLE TOUT EN  
AMÉLIORANT LA QUALITÉ DE VIE EN VILLE

### OUVRIR DE NOUVELLES LIAISONS DIRECTES AÉRIENNES VERS L'ASIE ET LES PAYS DU GOLFE

» POUR RENFORCER LA DESSERTE  
INTERNATIONALE DU TERRITOIRE

## LIGNE NOUVELLE CÔTE D'AZUR : UNE PHASE DE CONCERTATION CAPITALE AU PREMIER SEMESTRE 2016

**Priorité à la désaturation du nœud ferroviaire de Nice !** Pour Jean-Michel Cherrier, chef de la mission Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, les choses sont claires : la décision a été prise et elle doit conduire à la réalisation à l'horizon 2030 de la première phase de la Ligne Nouvelle PACA. Il s'agit du tronçon qui part de la future gare multimodale de Nice Aéroport et arrive à Mouans-Sartoux avec la création d'une gare à l'Ouest, dans le secteur de Sophia Antipolis. Cette première partie permettra d'organiser des liaisons TER en boucle entre Nice, Cannes et Grasse via Sophia. "Aujourd'hui, les décisions structurantes ont été prises", précise Jean-Michel Cherrier. "Nous engageons maintenant le processus administratif. Plusieurs

variantes de tracé précis ont été étudiées dans les zones de passage préférentielles qui avaient été définies. L'ensemble de ces variantes sera présenté en concertation de mars à fin juin 2016 pour dégager un tracé préférentiel et la position préférentielle de la gare à l'Ouest. Dans cette phase de concertation, il est important que les motivations du territoire s'expriment afin de dégager un consensus sur le tracé précis et la position de la gare".

Ce choix du territoire sera ensuite proposé aux instances du projet avec une décision au deuxième semestre 2016. C'est sur la base de ce choix que sera constitué le dossier d'enquête publique soumis à la mi-2017.

## SOPHIA ANTIPOLIS : UNE BASE DE DONNÉES DE 15.000 TRAJETS DOMICILE-TRAVAIL

**Mieux connaître la localisation des salariés de la technopole** pour ajuster les transports en commun : c'est ce qu'a cherché Sophia Club Entreprises qui pilote déjà un plan de déplacement inter-entreprises. "Nous avons lancé une grande enquête et collecté 15.000 trajets domicile-travail", note Etienne Delhay, directeur du club. "C'est un nombre significatif pour pouvoir contribuer à la réorganisation et au dimensionnement des transports en commun sur Sophia Antipolis. Cette base de données, dont l'analyse a été faite par la CCI, nous l'avons transmise aux AOT. Car le projet de bus-tram engagé par la CASA

apportera certes une amélioration significative sur l'axe Antibes-Sophia. Mais il ne résoudra pas les problèmes d'accès pour ceux qui viennent des autres secteurs."

Restera aussi à régler la question des 2 derniers kilomètres à l'intérieur de la technopole, une fois arrivé à la gare routière. En travaillant avec Skema Business School, des idées sont sorties, comme transporter les vélos dans les bus pour aller jusqu'au lieu de travail. Ou encore, monter un mini réseau de bus très agile avec de petits véhicules et un maillage très fin pour assurer ces deux derniers kilomètres.

Pour Pascal Nicoletti, *"Il faut aussi réinventer le système dans des villes qui deviennent de plus en plus denses. Arrêter de faire croire que tout le monde peut être livré chez soi en permanence et éviter que cela ne se fasse au détriment de l'intérêt général. Si on laisse faire, le choc de l'e-commerce, ne sera pas possible à supporter. Il faut d'autre part que les commerçants de centre-ville puissent être livrés, avec des aires de livraison qui ne soient pas occupées par des véhicules particuliers. C'est à cela que nous travaillons."*

**Ligne Nouvelle Côte d'Azur.** Sur ce grand volet du dossier transport azuréen, du retard a été

pris pour la première partie du projet concernant la création d'une ligne de Nice à Mouans-Sartoux via Sophia Antipolis, qui permettra la mise en place d'un circuit TER en boucle avec Cannes. *"Il sera essentiel dès 2016 d'être tous mobilisés lors de la concertation sur le choix du tracé, afin de respecter le calendrier de ce projet, qui a déjà subi trop de retard"* souligne Pascal Nicoletti. Il est donc essentiel de démarrer cette mobilisation au début de l'année prochaine. ■

**Un dossier à suivre sur...**  
[www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)

■ **LÉGISLATION** LES ERP - ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC - DOIVENT APPLIQUER LA LOI ACCESSIBILITÉ. VOTRE ÉTABLISSEMENT COMMERCIAL OU TOURISTIQUE EST-IL EN CONFORMITÉ ?

# ACCESSIBILITÉ : FAITES LE POINT SUR VOS OBLI

Depuis la loi du 11 février 2005, La législation vise à permettre à toutes les personnes, quel que soit leur handicap (physique, sensoriel, mental, psychique et cognitif) d'exercer les actes de la vie quotidienne et de participer à la vie sociale. Depuis le 31 décembre 2014, les commerces et prestataires de services existants doivent pouvoir fournir, dans une partie de bâtiment accessible aux personnes handicapées, l'ensemble des prestations proposées par leur établissement. Désormais, votre entreprise doit donc soit être accessible, soit avoir obtenu une ou plusieurs dérogations et avoir mis en œuvre toutes les solutions pour parvenir à la conformité, soit élaborer un calendrier de mise en accessibilité (le 27 septembre 2015 était la date limite pour déposer un agenda d'accessibilité programmée). Rappelons qu'en cas de non-respect de la loi, vous risquez une amende de 45 000 € (pouvant aller jusqu'à 225 000 € pour une personne morale).

**6 points clés.** Pour faire simple, l'accessibilité de votre commerce tient en 6 points essentiels : l'entrée (notamment, la marche doit être inférieure à 4 cm ou l'entrée doit disposer d'une rampe), l'accueil (avec un comptoir accessible aux personnes en fauteuil), la circulation (largeur d'1,20 m minimum, pas d'obstacles), les cabines d'essayage (elles doivent permettre une rotation de 1,50 m), sa-



nitaires (accessibles aux personnes en fauteuil) et enfin, parking (une place doit être repérable et accessible). La CCI a édité un dossier simplifié détaillant l'ensemble de ces points et disponible en téléchargement sur son site [cote-azur.cci.fr](http://cote-azur.cci.fr).

**Toutefois, les possibilités de dérogations initialement prévues par la loi demeurent.** Quatre motifs de dérogation sont reconnus. Tout d'abord, le motif financier : cette dérogation est accordée lorsque le coût des travaux est trop élevé par rapport à la capacité de financement de l'entreprise. Rapprochez-vous de

votre CCI pour vérifier que vous êtes dans cette situation et recevoir l'attestation à joindre au dossier le cas échéant. Seconde possibilité, un motif technique : cette dérogation est accordée lorsque les travaux nécessaires impactent la solidité du bâtiment (par exemple la présence d'une cave rendant impossible l'abaissement du seuil, ou la présence d'un mur porteur impossible à casser sans fragiliser le bâtiment) ou pour toute autre difficulté technique. Troisième motif, dit «Bâtiment de France» : cette dérogation est accordée lorsque votre bâtiment est situé dans un périmètre sauvegardé et que l'archi-

■ **PROGRAMME.** FOCUS SUR LE PROGRAMME RÉGIONAL ARDAN, DESTINÉ À FAVORISER LA CRÉATION D'ACTIVITÉS NOUVELLES PAR LES TPE, PME, ENTREPRISES ARTISANALES OU ASSOCIATIONS.

## ARDAN : TPE, PME DÉVELOPPEZ DE NOUVELLES ACTIVITÉS

**Vous êtes dirigeant d'une petite entreprise, d'une TPE, d'une entreprise artisanale ou d'une association en région PACA...** Vous voulez conquérir un nouveau marché, lancer un nouveau produit ou encore structurer votre activité, dans le but de développer votre entreprise et renforcer votre compétitivité. Alors, si vous avez créé votre entreprise depuis plus d'un an, qu'elle compte moins de 50 salariés, qu'elle est indépendante de groupes nationaux ou internationaux et financièrement et économiquement saine... Le programme Ardan est fait pour vous ! Il vous permet d'intégrer un dispositif simple et réactif, en bénéficiant de conseils et d'expertise, tout en vous donnant le temps et les moyens de concrétiser votre projet. Le programme est également un outil pour intégrer

de nouvelles compétences en les formant, mais aussi pour bénéficier d'un appui financier pour lancer une activité nouvelle ou réveiller des projets dormants afin d'accroître la performance de votre entreprise. Financé par le Conseil régional PACA, Ardan permet à votre entreprise, sans être freinée par le coût d'une embauche et le besoin de formation, d'accueillir une personne durant 6 mois pour seulement 5500 euros nets (sans obligation d'embauche à l'issue des 6 mois). Ce nouveau collaborateur, impérativement demandeur d'emploi, que vous recrutez directement, bénéficiera d'un chèque formation ou chèque conseil de 1500 euros TTC (compris dans le coût global du dispositif), ainsi que d'un programme de formation dispensé par le CNAM (Conservatoire

National des Arts et Métiers) pour une plus meilleure adaptation au poste. La mise en œuvre du projet est facilitée par des méthodes de travail spécifiques au développement de projet : plans d'action, tableaux de bord, indicateurs de résultats.

A noter que le nouveau collaborateur a le statut de stagiaire de la formation professionnelle et qu'il continue de percevoir ses indemnités Pôle Emploi, complétées par une somme de 460 Euros financée par le Conseil Régional. La CCI Nice Côte d'Azur, promoteur de ce dispositif dans les Alpes-Maritimes, vous accompagne pour le montage du dossier et le suivi tout au long des 6 mois. ■

**En savoir + 0 800 422 222**  
[www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)



# GATIONS

## UN AUTO DIAGNOSTIC ET UN DOSSIER SIMPLIFIÉ EN LIGNE

La CCI Nice Côte d'Azur met à disposition un outil simple et efficace pour aider les commerçants à vérifier en quelques clics si leur établissement est en conformité avec les règles d'accessibilité en vigueur : [diagnostic-accessibilite.fr/erp/](http://diagnostic-accessibilite.fr/erp/)  
Un dossier simplifié est également à télécharger sur [www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr) pour vous aider à y voir clair sur vos obligations et établir un état des lieux de votre établissement, ainsi qu'à rédiger votre notice accessibilité, si ce n'est pas déjà fait.

Le tect des Bâtiments de France s'oppose aux travaux d'accessibilité. Pour connaître les zones classées, rapprochez-vous du service urbanisme de votre mairie.

Enfin le dernier motif est celui de la « rupture de la chaîne de déplacement » : cette dérogation est accordée notamment lorsque l'accès au bâtiment est impossible pour un type de handicap. ■

**En savoir + 0 800 422 222**

[www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)

Retrouvez toute l'information réglementaire sur [accessibilite.gouv.fr](http://accessibilite.gouv.fr)

## START-UPS : IDENTIFIEZ VOS OPPORTUNITÉS DE BUSINESS ET DE FINANCEMENT EN EUROPE

La CCI Nice Côte d'Azur et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis organisent le jeudi 4 février 2016 de 12h à 14h au Business Pôle à Valbonne un événement sur le thème "Opportunités de business et de financement en Europe" à destination des start ups. Le rendez-vous bénéficie du soutien du réseau Enterprise Europe Network / France-Méditerranée

Inscription/Information :

CCI Nice Côte d'Azur

Business Pôle

1047, route des Dolines - Allée Pierre Ziller

Bâtiment B - Entrée B

06560 VALBONNE



Avec la CCI Nice Côte d'Azur,

# IMPLANTER SON COMMERCE

**dans les Alpes-Maritimes, c'est facile !**  
Avec les études Commercicity06, la CCI Nice Côte d'Azur vous accompagne dans votre projet d'implantation commerciale.

Contact [urbaco@cote-azur.cci.fr](mailto:urbaco@cote-azur.cci.fr)  
Plus sur [www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)  
ou appelez CCI Contacts Entreprises au **0 800 422 222**

**commercicity06**  
un service  
 CCINICE CÔTE D'AZUR

■ **SUR L'APP CCI...** CHAQUE LUNDI, DÉCOUVREZ UNE ENTREPRISE AZURÉENNE ET SON DIRIGEANT.

## 5 QUESTIONS À JOSEPH ANASTASIO, DIRIGEANT DES BOUTIQUES « O PLUS BELLES FLEURS »



### Quel est le profil de votre entreprise ?

O' Plus belles Fleurs est un ensemble de trois boutiques de fleurs présentes à la Trinité, Contes et l'Escarène. Cette localisation dans ces trois communes fait de O'plus belles fleurs le fleuriste le mieux représenté dans la vallée du Paillon. Le fait d'avoir trois implantations nous assure la possibilité de négocier les meilleurs prix auprès des producteurs. O plus belles fleurs est une entreprise familiale puisqu'elle fonctionne avec mon épouse Priscilla Jeanson, et mon frère Kevin. Nous avons ouvert notre première boutique à Contes en 2011, puis en septembre 2012 à la Trinité, enfin l'Escarène en octobre 2013 en même temps que notre boutique en ligne. L'ensem-

ble de nos boutiques représente maintenant un total de cinq employés plus une apprentie. Nous proposons nos fleurs coupées aux clients de passage mais nous réalisons aussi des compositions florales pour des événements comme les mariages et les obsèques. Nous nous lançons maintenant aussi sur le domaine de l'événementiel qui devient une opportunité importante dans notre métier. Mais pour cela, il faut être compétitifs et très actifs commercialement.

### Quelle est votre valeur ajoutée ?

Nous travaillons directement avec les producteurs, ce qui nous garantit une qualité de fraîcheur et des prix très serrés. Comme nous sommes labellisés Interflora et Florajet nous pouvons aussi livrer dans toute la France les commandes de nos clients. Et nous livrons aussi directement dans le 06. Pour donner plus de visibilité à notre enseigne, nous sommes aussi boutique relais pour la marque PickUp, une filiale de Chronopost qui permet de retirer dans nos boutiques des commandes passées sur le net. Ce service permet des achats d'opportunité pour des clients qui n'auraient pas spontanément passé le seuil de nos boutiques. À nous de savoir ensuite les fidéliser pour qu'ils reviennent pour des fleurs.

### Quels sont vos objectifs pour les mois à venir ?

Notre chiffre d'affaires est en hausse sur cette année mais les charges importantes qui pèsent sur les entreprises ne facilitent pas la rentabilité. À terme, nous réfléchissons à la possibilité d'être nous-mêmes producteurs et de vendre ainsi nos propres productions florales. Nous sommes implantés dans cette vallée du Paillon qui est un territoire où la production horticole a toujours existé. La relancer serait un beau défi.

### Vous recrutez ?

Nous n'envisageons pas de nouveaux recrutements actuellement : nous restons dans le cadre d'une entreprise familiale.

### Votre priorité du moment ?

Développer notre visibilité et nos ventes en ligne. À cet égard notre présence sur Facebook est devenue incontournable pour mieux nous faire connaître. Préparer la Toussaint qui est toujours un moment important dans notre profession. Et bien sûr servir nos clients le mieux possible.



Chaque lundi, la CCI met à l'honneur une entreprise azurénienne dans sa rubrique «L'entreprise de la semaine», sur son application smartphones disponible gratuitement en téléchargement.

**BOURSE DE  
L'APPRENTISSAGE**

**ENTREPRISES**

→ DÉPOSEZ VOTRE OFFRE

→ CONSULTEZ LES PROFILS



un service

**APPRENTISSAGE06.FR**



CCINICE CÔTE D'AZUR



■ **IMPLANTATION.** LE RÉSEAU FRANÇAIS DE BIOTECHNOLOGIES FONDÉ À NANTES EN 1987,  
A CHOISI LA CÔTE D'AZUR POUR SON DÉVELOPPEMENT

## EUROFINS S'EST IMPLANTÉ À GRASSE

**Nouvelle entreprise à faire le choix de la Côte d'Azur pour son développement**, Eurofins fait partie des premiers prestataires mondiaux sur le marché de la bio analyse. Dirigé par Gilles Martin, fort d'un réseau international de 200 laboratoires répartis dans 38 pays, Eurofins emploie plus de 20.000 personnes. Accompagné par Team Côte d'Azur, il s'est installé à Grasse au début de l'année 2015. Rencontre avec François Balavoine, directeur de la *business unit* azuréenne.



François Balavoine,  
directeur de la *business unit* azuréenne  
d'Eurofins.

### Quelles sont les activités d'Eurofins ?

Comme tous les laboratoires du réseau Eurofins Hydrologie, notre cœur de métier est l'analyse de l'eau (potabilité, recherche de légionnelles, rejets aqueux, etc...). Notre devoir est de nous assurer que la ressource en eau est conforme à la réglementation d'où qu'elle vienne. Sur ce sujet, nous intervenons sur toute la chaîne de traitement de l'eau, des collectivités locales aux industriels en passant par des bureaux de contrôle.

### Que représente cette nouvelle implantation pour votre groupe ?

Le réseau dispose de 14 laboratoires à travers la France, proches de toutes les grandes agglomérations, avec plus de 400 techniciens et ingénieurs spécialistes de l'eau. En plus de l'offre globale analytique, Eurofins Hydrologie offre ainsi un service de proximité pour prélever l'eau et éviter de longs trajets afin de réaliser les analyses immédiates, notamment de bactériologie. Ainsi l'ouverture du laboratoire accrédité de Grasse s'inscrit dans

le cadre d'un projet stratégique qui vise à offrir une réelle proximité de nos clients et une forte réactivité en termes de mise à disposition des résultats.

### Pourquoi la Côte d'Azur et quelles sont vos perspectives de développement ?

Parce que les collectivités et les industries locales ne disposaient pas d'une offre de proximité, et leur eau devait souvent quitter le département pour être analysée, malgré les contraintes normatives liées aux délais de mises en analyse, surtout pour la bactériologie.

L'objectif du laboratoire de Grasse ? Il est de développer des partenariats forts avec tous les acteurs régionaux tels les Agences Régionales de Santé, les industriels et les collectivités pour les accompagner dans les contrôles de conformité réglementaire. Notre ambition est d'assurer un service de qualité avec un laboratoire d'une dizaine de personnes au minimum. ■

## Commerces & Entreprises

**+ de 1200 annonces** de ventes de commerces,  
boutiques, locaux, entreprises, droits au bail, terrains ...

### Vous êtes :

- En recherche d'opportunités commerciales **connectez-vous** sur : [www.tribuca.fr](http://www.tribuca.fr) pour consulter les annonces et bénéficier de nos services d'alerte.
- **Professionnel, agent immobilier ...** et souhaitez diffuser vos annonces **contactez** Antoine Di Siervi  
Tél 06.26.02.82.98 - [antoinedisiervi@tribuca.net](mailto:antoinedisiervi@tribuca.net)



■ **SERVICES.** A U CANNET, PORTAIT D'UNE REPRISE RÉUSSIE, QUI PERMET À UNE ENTREPRISE DE POURSUIVRE SA ROUTE.

## ARTISTES & EVENTS : PASSAGE DE RELAIS GAGNANT

A 26 ans à peine, Yoann Rubele a réalisé deux rêves en une seule fois : devenir chef d'entreprise et travailler dans le sud de la France. Tout a commencé avec une annonce publiée dans la bourse de cession-reprise sur le site internet de la CCI Nice Côte d'Azur. Artistes & Events, une société de prestations en animations artistiques était en vente. L'offre correspondait exactement à ce que recherchait ce natif de la région parisienne. « *Après des études en marketing et management, je me suis orienté très vite dans l'événementiel et l'animation artistique. J'avais déjà une bonne vision de ce secteur d'activité, l'offre était très intéressante mais pas question de tout quitter sur un coup de tête. Quatre journées passées avec l'ancienne gérante ont fini de me convaincre* ».

Un trimestre aura donc suffi entre la mise en relation et la vente effective pour reprendre la société. Depuis le mois d'avril il est aux commandes. Le quotidien de ce jeune dirigeant ? « *J'ai d'abord tenu à me présenter à tous mes clients : agence d'événementiel, entreprises, mairie, etc. beaucoup de monde fait appel aux services d'Artistes & Events. Sur la Côte d'Azur bien sûr mais également dans toute la France et à l'étranger* ». Il faut dire que l'éventail de ses prestations est immense : du jazz band aux fanfares, du jongleur au DJ, du clown au magicien : l'entreprise est capable de répondre à toutes les demandes y



compris les plus insolites. Pour autant, aussi riche que soient le portefeuille client et le catalogue des prestations artistiques existant, Yoann Rubele a bien l'intention d'apporter sa touche personnelle. « *J'ai commencé à prospecter en profitant de mon expérience et de mes contacts sur Paris pour essayer de développer mes activités sur ce marché très dynamique. J'ai également entrepris un travail important de refonte de notre logo et du site internet qui devrait être en ligne en janvier* ». Bref, l'aventure ne fait que commencer... ■

73, Avenue du Campon  
06110 Le Cannet  
09 67 08 08 68  
contact@artistes-events.com  
www.artistes-events.com

### **Vous aussi, vous avez un projet de création, reprise ou transmission ?**

Pour vous lancer, pour participer à un stage «5 jours pour entreprendre» ou à un atelier «Création / Reprise d'entreprise» (dates sur [www.ccinice-cote-azur.fr](http://www.ccinice-cote-azur.fr), rubrique agenda), prenez contact avec les experts du pôle création, transmission & reprise d'entreprises de la CCI Nice Côte d'Azur

20, bd Carabacel 06000 NICE - Tél. : 0 800 422 222 - Fax : 04 93 13 21 02  
cession.reprise@cote-azur.cci.fr

### ■ NÉGOCE

**Vente et réparation grandes cuisines professionnelles** Réf. 062C0226  
Ville Effectif: 3

CA: 780 000 € / Prix: 400 000 €  
Cause retraite, cède parts d'une société, spécialisée dans la vente et réparation de cuisines professionnelles. Clientèle internationale : collectivités, yachting, grandes villas. Les contrats d'entretien apportent une récurrence du CA.

**Distribution de matériels de ventilation** Réf. 061C0204  
Zone industrielle Effectif: 4

CA: 1 500 000 € / Prix: 250 000 €  
Cause retraite : cède fonds de commerce d'une société, créée en 1996, ayant pour activité la distribution de matériel pour la climatisation, le chauffage, la ventilation, études et réalisations de ventilation et climatisation industrielles. L'entreprise dispose de deux agences, implantées dans des villes du sud de la France.

**Vente et installation de cuisines professionnelles** Réf. 1587P0105  
Zone industrielle Effectif: 5

CA: 2 000 000 € / Prix: 650 000 €  
Cause changement d'activité, cède parts sociales d'une société spécialisée dans l'étude, la vente et l'installation de cuisines professionnelles. Le chiffre d'affaires est en hausse et bonne rentabilité.

### ■ COMMERCE

**Épicerie fine - Salon de thé** Réf. 061C0224  
Village médiéval Effectif: 1 (en saison)

CA: 190 000 € / Prix: 250 000 €  
Cause retraite, cède fonds de commerce d'épicerie fine, comptoir de thés, décoration avec une activité secondaire de salon de thé. Clientèle locale fidèle et internationale.

**Vente de produits multimédia** Réf. 062C0173  
Ville Effectif: 1

CA: 370 000 € / Prix: 130 000 €  
Cause retraite : cède commerce spécialisé dans la vente de produits multimédia et la réparation de matériels électroniques et informatiques. Bonne notoriété auprès d'une clientèle fidèle.

**Pâtisserie, Confiserie, Chocolaterie, Glacier** Réf. 061C0005  
Ville Effectif: 3

CA: 178 000 € / Prix: 150 000 €  
Raisons personnelles : cède fonds de commerce de pâtisserie, confiserie, chocolaterie, glacier racheté en 2009. CA en progression constante depuis la reprise.

**Tabac - Presse - Jeux** Réf. 062C0172  
Ville Effectif: 1

CA: 230 000 € / Prix: 300 000 €  
Cause départ à la retraite, cède fonds de commerce de tabac, presse et jeux (Française des Jeux et PMU), situé dans un quartier d'affaires en pleine expansion. Local: 115 m². Idéal couple.

**Cave à vins et bar à vins** Réf. 061C0215  
Ville Effectif: 0

CA: 225 000 € / Prix: 140 000 €  
Cause double activité, cède fonds de commerce d'une cave à vins et bar à vins. Chiffre d'affaires en progression constante. Point de vente: 35 m² avec terrasse.

**Point chaud, pâtisserie, snack** Réf. 061C0217  
Zone d'activité Effectif: 3

CA: 152 000 € / Prix: 129 000 €  
Changement de région, cède fonds de commerce d'un point chaud, pâtisserie, snack. Situé dans une zone commerciale avec grand parking. Terrasse exposée sud. Local: 50 m².

**Cave à vins et spiritueux** Réf. 061C0219  
Centre-Ville Effectif: 0

CA: 160 000 € / Prix: 100 000 €  
Départ à la retraite, cède fonds de commerce d'une cave à vins et spiritueux, situé en plein centre d'une ville du littoral très touristique. CA en progression constante. Local : 32 m². Faible loyer. Site internet marchand.



# Retrouvez l'intégralité de nos annonces sur [www.cote-azur.cci.fr](http://www.cote-azur.cci.fr)

**Vente et réparation motos scooters**  
Centre-Ville  
CA: 740 000 € / Prix: 280 000 €  
Cède fonds de commerce de vente et réparation de motos et scooters, situé en centre-ville. CA en progression constante depuis la création. Exclusivité sur 2 marques de notoriété. Local: 210 m².

Réf. 062C0221  
Effectif: 3

## SERVICES

**Transport routier de fret de proximité**  
Ville  
CA: 550 000 € / Prix: 250 000 €  
Cause retraite, cède fonds de commerce d'une entreprise de transport routier de fret de proximité sur l'est du département des Alpes Maritimes. Bonne rentabilité. Effectif stable de 7 salariés; 10 utilitaires.

Réf. 064C0228  
Effectif: 7

**Vente et installation de fermetures PVC**  
Ville  
CA: 220 000 € / Prix: 100 000 €  
Cause retraite: cède parts sociales d'une activité de vente et installation de fermetures PVC, métalliques pour fenêtres, portes, portes de garage, stores. Notoriété acquise depuis 40 ans auprès d'une clientèle de particuliers à 80 % haut de gamme et fidèle.

Réf. 061C0205  
Effectif: 1

**Location de véhicules de tourisme**  
Ville  
CA: 1 700 000 € / Prix: 1 200 000 €  
Cause double activité: cède parts sociales d'une entreprise spécialisée dans la location de véhicules. Clientèle principalement internationale de particuliers grâce à un fichier de prescripteurs (hôtels, agences immobilières, sociétés de conciergerie).

Réf. 1450P0101  
Effectif: 8 (+ 2 saisonniers)

**Bureau d'études en ingénierie navale**  
Ville  
CA: 280 000 € / Prix: 450 000 €  
Cause changement d'activité: cède parts sociales d'un bureau d'études spécialisé en ingénierie navale et distributeur exclusif en Europe de marques d'équipement. Entreprise tournée vers le développement d'un nautisme durable, bonne notoriété acquise depuis plus de 10 ans auprès d'une clientèle de professionnels 80 %. Bonne progression du CA.

Réf. 061C0192  
Effectif: 3

**Services et aide à la personne**  
Ville  
CA: 500 000 € / Prix: 230 000 €  
Cause retraite: cède parts sociales d'une entreprise de services à la personne avec agrément qualité et certification QUALISAP. Bonne notoriété acquise auprès d'une clientèle de personnes âgées et/ou de personnes handicapées.

Réf. 1345P0097  
Effectif: 25 (15 ETP)

**Entretien et création de jardins**  
Haut-pays  
CA: 230 000 € / Prix: 130 000 €  
Cause changement d'activité: cède parts sociales d'une société spécialisée dans l'entretien et la création de jardins. Clientèle de professionnels à 70 % fidélisée (contrats avec syndicats de copropriété). Activité transférable, bonne notoriété, augmentation constante du CA.

Réf. 065C0181  
Effectif: 2

**Dépannage, entretien et remplacement d'appareils à gaz**  
Ville  
CA: 1 000 000 € / Prix: 1 000 000 €  
Départ à la retraite, cède fonds de commerce d'une société spécialisée dans le dépannage, l'entretien et le remplacement d'appareils à gaz. Les plus de l'entreprise: CA en progression, récurrence du CA grâce aux contrats d'entretien (de l'ordre de 70 %). Le repreneur pourra s'appuyer sur du personnel qualifié.

Réf. 0459P0067  
Effectif: 8

**Services à la personne**  
Ville  
CA: 220 000 € / Prix: 170 000 €  
Cause double activité, cède parts sociales d'une société de services à la personne spécialisée sur le secteur « personnes âgées et dépendances ». Présence de salariés fidèles et compétents et d'un réseau d'infirmiers pour la coordination des soins.

Réf. 1246P0094  
Effectif: 19 (13 ETP)

**Agence de communication**  
Ville  
CA: 175 000 € / Prix: 52 000 €  
Cède parts sociales d'une agence de communication spécialisée dans l'édition marketing et corporate. Clientèle de professionnels: grands comptes et institutionnels. Récurrence du CA.

Réf. 1583P0104  
Effectif: 2

**Transport routier de marchandises - affrètement**  
Activité transférable  
Ville  
CA: 556 000 € / Prix: 280 000 €  
Cède fonds de commerce d'une entreprise de transport routier de marchandises et affrètement. Bonne ventilation du CA auprès d'une cinquantaine de clients.

Réf. 061C0216  
Effectif: 13

**Installation énergie renouvelable**  
Ville  
CA: 380 000 € / Prix: 100 000 €  
Départ à la retraite, cède parts sociales d'une société spécialisée dans les travaux d'installation énergie renouvelable. Entreprise qualifiée QUALIPAC, QUALIBAT, RGE, partenaire Bleu Ciel d'EDF. Local: 50 m².

Réf. 061C0220  
Effectif: 3

## HÔTELLERIE / RESTAURATION

**Restaurant - Bar - Chambres meublées**  
Vallée de la Tinée  
CA: 138 000 € / Prix: 220 000 €  
Cause double activité, cède fonds de commerce d'un restaurant de montagne avec 8 chambres meublées. Etablissement rénové et remis aux normes en 2013. Appartement de fonction de 55 m².

Réf. 065H0040  
Effectif: 3 (+ saisonniers)

**Location de meublé professionnel**  
Activité à transférer  
CA: 475 000 € / Prix: 130 000 €  
Cause changement d'activité, cède fonds de commerce d'une activité de location de meublé professionnel. Portefeuille de 45 lots. Deux parcs d'appartements situés à Villeneuve Loubet et Juan les Pins. Activité fortement impactée par la saison. Bonne rentabilité.

Réf. 062C0222  
Effectif: 1

**Hôtel-restaurant**  
Haut Pays  
CA: 300 000 € / Prix: 400 000 € (+ murs 700 000 €)  
Départ à la retraite: cède Bar Hôtel-restaurant magasin souvenirs, aux portes du Mercantour. 19 chambres. Jusqu'à 150 couverts en saison estivale. Achat des murs.

Réf. 065H0028  
Effectif: 3

**Restaurant Bar Lounge**  
Centre-Ville  
CA: 600 000 € (sur 200 jours) / Prix: 600 000 €  
Cause double activité: cède restaurant, bar lounge, roof terrasse, sur 4 niveaux. Idéalement situé à Nice en centre-ville, à côté Palais des congrès Acropolis Bibliothèque Nucéra, Musée MAMAC, Théâtre, Lycée Masséna, Promenade Paillon, Vieux Nice.

Réf. 062H0032  
Effectif: 5

**Restaurant traditionnel**  
Ville  
CA: 630 000 € / Prix: 780 000 €  
Cause changement d'activité: cède fonds de commerce d'un restaurant traditionnel de spécialités italiennes idéalement situé en bord de mer dans une zone touristique très prisée. Bonne renommée. Clientèle locale et touristique. Travaux de rénovations effectués en 2014.

Réf. 062C0187  
Effectif: 7 (+ 1 saisonnier)

**Fabrication de pizzas**  
Zone rurale  
CA: 100 000 € / Prix: 85 000 €  
Cause changement de région, cède fonds de commerce de fabrication de pizzas (livraison, sur place et à emporter), sandwiches, salades, repris en 2010 et situé en zone rurale, proche d'une zone industrielle. Bonne notoriété acquise grâce à la qualité des produits, l'accueil et le savoir-faire. Clientèle locale et touristique.

Réf. 061C0175  
Effectif: 2

**Hôtel-restaurant**  
Haut Pays  
CA: 116 000 € / Prix: 195 000 €  
Changement d'activité, cède fonds de commerce d'un hôtel-restaurant bar (licence IV), situé dans un village ancien du Haut Pays, aux portes du Mercantour. Superficie totale de 800m² sur 2 étages: 10 chambres, restaurant (80 couverts), 2 appartements, jardin, terrasse, parkings et garage.

Réf. 065H0030  
Effectif: 2 (+1 en saison)

**Hôtel bureau avec petit-déjeuner**  
Centre ville  
CA: 360 000 € / Prix: 715 000 € + murs 1 700 000 €  
Départ à la retraite: cède fonds de commerce indépendant d'un hôtel, reprise en 1985. Situation, avec terrasse, jardin et piscine, parking: 6 places et garage 20 places. Hôtel classé 3\*. Bon état général.

Réf. 061H0029  
Effectif: 4 (saisonniers)

## INDUSTRIE / BÂTIMENT

**Mécanique de précision et plasturgie**  
Zone industrielle  
CA: 1 100 000 € / Prix: 450 000 €  
Cause de départ à la retraite, cède titres d'une société spécialisée dans la mécanique de précision (outillage, tôlerie) et plasturgie. Clientèle exclusivement professionnelle. Présence d'hommes clés techniques.

Réf. 1444P0100  
Effectif: 8

**Gros œuvre, maçonnerie**  
Haut Pays  
CA: 2 000 000 € / Prix: 1 100 000 €  
Cause retraite, cède fonds de commerce d'une entreprise de gros œuvre créée en 1967 dans le Haut-Pays niçois. Équipes polyvalentes, formées aux particularités de l'environnement. Valeur matériel estimée au minimum à 500 000 €.

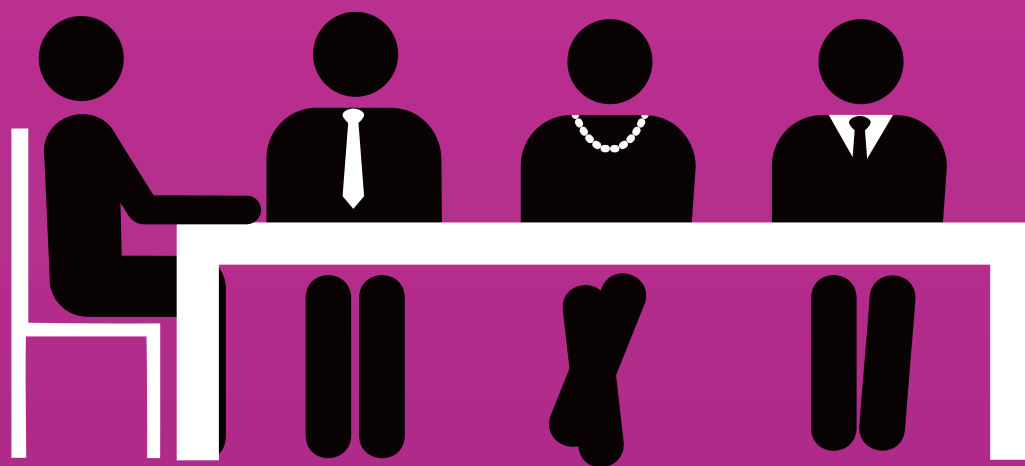
Réf. 0336P0024  
Effectif: 18

Pour répondre à une offre, pour passer une annonce ou en savoir plus sur nos services d'accompagnement, contactez-nous !

Tél. : 0 800 422 222  
Fax: 04 93 13 21 02  
[cession.reprise@cote-azur.cci.fr](mailto:cession.reprise@cote-azur.cci.fr)

# *Nice Job !\**

## OPTIMISEZ VOS ÉVÉNEMENTS



Avec le Centre d’Affaires,  
vous organisez votre  
business à la carte.

**INFORMATION/RESERVATION**  
**04 93 21 30 73**

Visite sur  
[www.nice.aeroport.fr](http://www.nice.aeroport.fr)

